



(Drapeau de la province de Québec, adopté par arrêté en conseil numéro 72, en date du 21 janvier 1948.)
(Flag of the Province of Quebec, adopted by Order in Council Number 72, bearing date January 21st, 1948.)

Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 16 OCTOBRE 1948

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, OCTOBER 16th, 1948

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur du Roi, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur du Roi qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The King's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the King's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the King's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for

Autorisé comme envoi postal de la deuxième classe, Ministère des Postes, Ottawa, Canada.

Authorized, by the Canada Post Office, Ottawa, as second class mailable matter.

délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur du Roi a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avvertir l'Imprimeur du Roi avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate*, pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi,
RÉDEMPTE PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.
21991 — 1-52

receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the King's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the King's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per *agate* line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per *agate* line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1. per dozen.

Subscriptions: \$7. per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notice published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTE PARADIS,

King's Printer.

Government House. Québec, June 27th, 1940.
21991 — 1-52

Lettres patentes

Abbott Paint Company Ltd.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-sept septembre 1948, constituant en corporation: Philip Mayerovitch, C.R., avocat, Morris Shuter, comptable, tous de la cité de Montréal, et Harry Batshaw, C.R., avocat, de la cité de Westmount, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de marchands de peinture, pigments, polis, produits du plomb et tous ingrédients et produits d'iceux et des matériaux s'y rapportant et exercer tout commerce basé sur la distillation du bois, sous le nom de "Abbott Paint Company Ltd.", avec un capital de \$100,000 divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 500 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Letters Patent

Abbott Paint Company Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of September, 1948, incorporating: Philip Mayerovitch, K.C., advocate, Morris Shuter accountant, both of the City of Montreal, and Harry Batshaw, K.C., advocate, of the City of Westmount, all in the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of dealers in paints, pigments, polishes, and lead products and all ingredients and products thereof and material relating thereto and to carry on any business based on wood distillation, under the name of "Abbott Paint Company Ltd.", with a capital stock of \$100,000 divided into 500 common shares of a par value of \$100 each, and 500 preferred shares of the par value of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial district of Montreal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept septembre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Ant. Morel & Fils Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-quatre septembre 1948, constituant en corporation: Maurice Trudeau, avocat, d'Outremont, Roger Beaulieu, J.-Alfred Ethier et Philippe Beaugard, avocats, de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce, manufacturer et vendre du charbon, des farines, des grains, des engrais, de la quincaillerie, des marchandises sèches, des graines de semence et d'arbres fruitiers, des grains et moulées alimentaires, des insecticides et fongicides; des machineries et outillages agricoles, sous le nom de "Ant. Morel & Fils Ltée", avec un capital de \$100,000, divisé en 1,000 actions communes d'une valeur au pair de \$10 chacune et en 9,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Lin, district judiciaire de Joliette.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-quatre septembre 1948.

L'Assistant-procureur général suppléant,
C. E. CANTIN.

Arrow Trading Co. Ltd.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du [vingt septembre 1948, constituant en corporation: Max Crestohl, avoca, Bernice Shatsky, secrétaire, fille majeure, tous deux de la cité d'Outremont, et Olyve Harrison, secrétaire, fille majeure de la cité, de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Importer, exporter et, en général, faire le commerce d'aliments et produits alimentaires, produits textiles et les articles faits avec iceux; bois de construction, métaux, papier, caoutchouc, amiante, gypse, plastiques et les articles faits avec iceux; cuir et articles faits avec iceux; bijouterie, nouveautés, terrains, machinerie, appareils électriques, accessoires et matériaux de construction et tous les articles y relatifs ou se rapportant aux précédents, sous le nom de "Arrow Trading Co. Ltd.", avec un capital de \$20,000 divisé en 2,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt septembre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Cosy Restaurant Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes, en date du premier octobre 1948, constituant en corporation: Louis Lagios, Nikolaos Lagios, res-

Dated at the office of the Attorney General this seventeenth day of September, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Ant. Morel & Fils Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of September, 1948, incorporating: Maurice Trudeau, advocate, of Outremont, Roger Beaulieu, J. Alfred Ethier and Philippe Beaugard, advocates, of the city of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in, manufacture and sell coal, flour, grain, fertilizer, hardware, dry-goods, seed grain, and fruit trees, balanced rations and meal, insecticides and fungicides; farm machinery and equipment, under the name of "Ant. Morel & Fils Ltée", with a capital stock of \$100,000, divided into 1,000 common shares of a par value of \$10 each and 9,000 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Saint-Lin, judicial district of Joliette.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of September, 1948.

C. E. CANTIN,
Assistant Deputy Attorney General.

Arrow Trading Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of September, 1948, incorporating: Max Crestohl, advocate, Bernice Shatsky, secretary, spinster, both of the City of Outremont, and Olyve Harrison, secretary, spinster, of the City of Montreal, all in the Judicial district of Montreal, for the following purposes:

To import, export and generally deal in food and food products, textiles and articles made therefrom; lumber, metals, paper, rubber, asbestos, gypsum, plastics and articles made therefrom; leather and articles made therefrom; jewelry, novelties, land, machinery, electrical apparatus, construction materials and supplies, and all articles related to or incidental to the foregoing, under the name of "Arrow Trading Co. Ltd.", with a capital stock of \$20,000 divided into 2,000 shares of \$10 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial district of Montreal.

Dated at the Office of the Attorney General this twentieth day of September, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Cosy Restaurant Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the first day of October, 1948, incorporating: Louis Lagios, Nikolaos Lagios, restaurant-keepers, and Jeanne

taurateurs, et Jeanne-Françoise Raymond, secrétaire, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'hôteliers, restaurateurs, propriétaires de café, salle de rafraîchissements, taverne et auberge, sous le nom de "Cosy Restaurant Limited", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le premier octobre 1948.

L'Assistant-procureur général suppléant.

C. E. CANTIN.

Gatineau Holdings Limited

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-quatre septembre 1948, constituant en corporation: Virginia Mires, Celia Cohen et Claire Taylor, sténographes, filles majeures, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Acquérir et faire le commerce d'immeubles ou d'intérêts en iceux;

Bâtir, posséder, louer, entretenir et exploiter toutes sortes de bâtisses et constructions;

Agir comme agents ou procureurs pour l'administration d'immeubles, le placement, la maintenance, le paiement, la transmission de deniers et de valeurs, sous le nom de "Gatineau Holdings Limited", avec un capital de \$40,000 divisé en 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-quatre septembre 1948.

L'Assistant-procureur général suppléant,

C. E. CANTIN.

Glickman Dress Company Limited

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-huit septembre 1948, constituant en corporation: John Albert Engel, avocat et conseil en loi du Roi, de la cité de Westmount, Adolphe Gardner, avocat et conseil en loi du Roi et Berthe Maysenhoelder, secrétaire, fille majeure, tous deux de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Prendre comme une industrie en exploitation le commerce actuellement exploité par Lazarus T. Glickman et Manuel Lazare, dans la cité et district de Montréal, sous les nom et raison sociale enregistré de "Glickman Dress Company", et continuer d'exercer un commerce identique comme manufacturiers et tailleurs de manteaux, robes et vêtements de toutes sortes pour dames et demoiselles, et vendre et offrir en vente comme marchands les articles et marchandises ci-dessus, sous le nom de "Glickman Dress Company Limited", avec un capital de \$49,000 divisé en 240 actions ordinaires de \$100 chacune et en 250 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal.

Françoise Raymond, secretary, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as hotel-keepers, restaurant-keepers, owners of cafés, refreshment halls, taverns, and inns, under the name of "Cosy Restaurant Limited", with a capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of October, 1948.

C. E. CANTIN,

Assistant Deputy Attorney General.

Gatineau Holdings Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of September, 1948, incorporating: Virginia Mires, Celia Cohen and Claire Taylor, stenographers, spinsters, all of the City and Judicial district of Montreal, for the following purposes:

To acquire and to deal with real estate or interests therein;

To build, own, lease, maintain and operate all kinds of buildings and structures;

To act as agents or attorneys for the management of estates, the investment, handling payment, transmission of monies, and securities, under the name of "Gatineau Holdings Limited", with a capital stock of \$40,000 divided into 300 preferred shares having a par value of \$100 each, and 100 common shares having a par value of \$100 each.

The head office of the Company will be at the City of Montreal, Judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of September, 1948.

C. E. CANTIN,

Assistant Deputy Attorney General.

Glickman Dress Company Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of September, 1948, incorporating: John Albert Engel, advocate and King's Counsel, of the City of Westmount, Adolphe Gardner, advocate and King's Counsel, and Berthe Maysenhoelder, secretary, fille majeure, both of the City of Montreal, all in the Judicial district of Montreal, for the following purposes:

To take over as a going concern the business presently being operated by Lazarus T. Glickman and Manuel Lazare in the City and District of Montreal, under the registered firm name and style of "Glickman Dress Company", and to continue carrying on the identical business as manufacturers and tailors of coats, dresses and wearing apparels of all kinds of women and girls, and to sell and offer for sale as dealers the above articles and merchandise, under the name of "Glickman Dress Company Limited", with a capital stock of \$49,000 divided into 240 common shares of \$100 each, and 250 preferred shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at the City of Montreal, Judicial district of Montreal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit septembre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Harvida Realty Co. Inc.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec des lettres patentes en date du seize septembre 1948, constituant en corporation: Harvey Kagna, manufacturier, Ida Kagna, épouse séparée de biens de Harvey Kagna et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de la cité de Montréal, et Abraham Harold Jacob Zaitlin, avocat, de la cité d'Outremont, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Acheter ou autrement acquérir et détenir, administrer et vendre, louer, transférer, échanger ou autrement disposer de tous genres d'immeubles, biens immobiliers et droits réels. Développer, améliorer, construire, bâtir, réparer, modifier et aménager ces immeubles que la compagnie peut posséder de temps en temps;

Exercer le commerce général de courtiers d'immeubles, y compris l'administration de successions, sous le nom de "Harvida Realty Co. Inc.", avec un capital de \$30,000 divisé en 300 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le seize septembre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Dated at the office of the Attorney General this eighteenth day of September, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Harvida Realty Co. Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of September, 1948, incorporating: Harvey Kagna, manufacturer, Ida Kagna, wife separate as to property of Harvey Kagna, and duly authorized by him for these presents, both of the City of Montreal, and Abraham Harold Jacob, Zaitlin, advocate, of the City of Outremont, all in the Judicial district of Montreal, for the following purposes:

To purchase or otherwise acquire and to hold administer, and sell, lease, convey, exchange, or otherwise dispose of all manner of real estate, immovables and real rights To develop, improve, construct, build, repair, alter and equip such real estate holdings as the company may from time to time possess;

To carry on the general business of realty brokers, including the administration of real estate, under the name of "Harvida Realty Co. Inc.", with a capital stock of \$30,000 divided into 300 shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of September, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Independent Lithuania Publishing Company

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du vingt septembre 1948, constituant en corporation: John Miller, électricien, Antony F. Navi, rédacteur, tous deux de la cité de Montréal, Léon Gudas, propriétaire de cordonnerie, de Ville Émard, Pranas Rudinskas, éditeur, et John Leknickas, boucher, tous deux de Ville LaSalle, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce d'imprimeurs, éditeurs, graveurs, photographes, relieurs, libraires, papetiers, marchands d'objets d'art et d'aucun et tous articles et choses se rapportant à cet industrie et commerce, sous le nom de "Independent Lithuania Publishing Company", avec un capital de \$50,000 divisé en 5,000 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt septembre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Independent Lithuania Publishing Company

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twentieth day of September, 1948, incorporating: John Miller, electrician, Antony F. Navi, formulator, both of the City of Montreal, Leon Gudas, shoeshop owner, of Ville Emard, Pranas Rudinskas, and John Leknickas, butcher, both of Ville LaSalle, all in the Judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the trade and business of printers, publishers, engravers, photographers, bookbinders, booksellers, stationers, dealers in artistic works and in any and all articles and things relating to such trade and business, under the name of "Independent Lithuania Publishing Company", with a capital stock of \$50,000 divided into 5,000 shares of \$10 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this twentieth day of September, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

La Compagnie de Publication "La Verita" Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-quatre septembre 1948, constituant

La Compagnie de Publication "La Verita" Ltée

Noticé is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of September, 1948, incorporating: Pasquale

en corporation: Pasquale Guttuso, importateur, Patsy Colangelo, architecte, Jacques Tozzi, gérant de compagnie d'assurance, Arthur de Palma, vendeur, tous quatre de la cité de Montréal, et Albert Miraglia, comptable, de Laval-des-Rapides, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce, le métier et les opérations d'imprimeurs, graveurs, photograpeurs, relieurs, éditeurs, dessinateurs, libraires, de photolithographie, lithographie, héliographie ainsi que tous les autres métiers, commerces, industries et arts connexes, et plus particulièrement publier un journal nommé "La Verita" Ltée.

Le nom de la présente compagnie est "La Compagnie de Publication "La Verita" Ltée.

Le montant du capital-actions de la compagnie est de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100, chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 1682, rue St-Zotique Est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-quatre septembre 1948.

L'Assistant-procureur général suppléant,
C. E. CANTIN.

L'Organisation des Terrains de Jeux de St-Raymond

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-neuf septembre 1948, constituant en corporation sans capital-actions: Louis Dussault, avocat, de Sillery, Juliette Turcotte, secrétaire, de Giffard, et Pauline Boily, secrétaire, de la cité de Québec, tous du district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Établir et opérer un centre paroissial, social et athlétique, sous le nom de "L'Organisation des Terrains de Jeux de St-Raymond".

Les pouvoirs ci-dessus n'autorisent pas les jeux d'argent, les jeux de hasard et les jeux mixtes de hasard et d'habileté et ne permettent la détention d'aucun permis ordinairement accordé par la Commission des Liqueurs de Québec.

Le montant auquel sont limités les (ou les revenus annuels des) biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$200,000.

Le siège social de la corporation sera à Saint-Raymond, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-neuf septembre 1948.

L'Assistant-procureur général suppléant,
C. E. CANTIN.

M. A. Knitting Mills Limited

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-trois septembre 1948, constituant en corporation: Samuel Greenblatt, avocat, de la cité de Montréal, Cyril E. Schwisberg, Samuel E. Schwisberg, avocats, et Bernet Levine, agent, tous trois de la cité d'Outremont, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer, acheter, vendre et en général faire le commerce de fils et marchandises tricotés à la verge; tricots, sous-vêtements et chandails en coton, laine, rayon et soie pour hommes,

Guttuso, importer, Patsy Colangelo, architecte, Jacques Tozzi, insurance company manager, Arthur de Palma, salesman, all four of the city of Montreal, and Albert Miraglia, accountant, of Laval-des-Rapides, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business, trade and operations of printers, engravers, photoengravers, binders, editors, draughtsmen, stationers, photolithography, lithography, photogravure, and also any other trades, businesses, industries and arts connected therewith, and more especially, to publish a newspaper called "La Verita" Ltée.

The name of the present company is: "La Compagnie de Publication "La Verita" Ltée".

The amount of the company's capital stock is \$20,000, divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 1682 St-Zotique Street East, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of September, 1948.

C. E. CANTIN,
Assistant Deputy Attorney General.

L'Organisation des Terrains de Jeux de St-Raymond

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of September, 1948, to incorporate as a corporation without share capital: Louis Dussault, advocate, of Sillery, Juliette Turcotte, secretary, of Giffard, and Pauline Boily, secretary, of the city of Quebec, all of the judicial district of Quebec, for the following purposes:

To establish and operate a parish centre, both social and athletic, under the name of "L'Organisation des Terrains de Jeux de St-Raymond".

The powers above do not authorize gambling, games of chance or games of chance and skill mixed, nor do they permit the holding of a permit usually granted by the Quebec Liquor Commission.

The amount to which the value of (or the annual revenue from) the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is \$200,000.

The head office of the corporation will be at Saint-Raymond, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of September, 1948.

C. E. CANTIN,
Assistant Deputy Attorney General.

M. A. Knitting Mills Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of September, 1948, incorporating: Samuel Greenblatt, advocate, of the City of Montreal, Cyril E. Schwisberg, Samuel E. Schwisberg, advocates, and Bernet Levine, agent, all three of the City of Outremont, all in the Judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, buy, sell and generally deal in, in yarn and knitted yard goods; in men's, ladies' and children's cotton, wool, rayon and silk jerseys, underwear and sweaters, and all such

dames et enfants, et de tous ces autres articles semblables qui peuvent être fabriqués des textiles, sous le nom de "M. A. Knitting Mills Limited", avec un capital de \$40,000 divisé en 160 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 240 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le nombre des actionnaires est limité à vingt (20).

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois septembre 1948.

L'Assistant-procureur général suppléant,
C. E. CANTIN.

Medico-Surgical Clinic Inc.
(Clinique Médicale Chirurgicale Inc.)

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-trois septembre 1948, constituant en corporation: Docteur Hirsh Rosenfeld, médecin, Docteur Abraham Bernard Ginsberman, médecin, tous deux de la cité de Montréal, et Alexander Moe Weber, médecin, de la cité d'Outremont, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Fonder, établir, aménager, maintenir et exploiter une clinique générale pour le soin et le traitement des malades et blessés, sous le nom de "Medico-Surgical Clinic Inc." — "Clinique Médicale Chirurgicale Inc.", avec un capital de \$30,000 divisé en 300 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois septembre 1948.

L'Assistant-procureur général suppléant,
C. E. CANTIN.

Mildon & Morris Inc.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-quatre septembre 1948, constituant en corporation: Arthur Samuel Mildon, opticien d'ordonnances, Joel Morris, opticien d'ordonnances, tous deux de la cité de Montréal, et William Atherton Shannon, comptable, de Westmount, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Sujet aux dispositions de la Loi des optométristes et opticiens (S.R.Q. 1941, c. 274), exercer le commerce d'opticiens d'ordonnances;

Et, en général, faire le commerce de toutes sortes d'articles d'optique et accessoires et bijouterie, sous le nom de "Mildon & Morris Inc.", avec un capital de \$20,000 divisé en 2,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaires de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-quatre septembre 1948.

L'Assistant-procureur général suppléant,
C. E. CANTIN.

Mongeau Hébert et Smith Cie Ltée

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies

other similar articles which can be manufactured from textiles, under the name of "M. A. Knitting Mills Limited", with a capital stock of \$40,000 divided into 160 common shares of the par value of \$100 each, and 240 preferred shares of the par value of \$100 each.

The number of shareholders is limited to twenty (20).

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this twenty-third day of September, 1948.

C. E. CANTIN,
Assistant Deputy Attorney General.

Medico-Surgical Clinic Inc.
(Clinique Médicale Chirurgicale Inc.)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of September, 1948, incorporating: Doctor Hirsh Rosenfeld, physician, Doctor Abraham Ginsberman, physician, both of the City of Montreal, and Alexander Mow Weber, physician, of the City of Outremont, all in the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To found, establish, equip, maintain and operate a general clinic for the care and treatment of the sick and injured, under the name of "Medico-Surgical Clinic Inc." — "Clinique Médicale Chirurgicale Inc.", with a capital stock of \$30,000 divided into 300 common shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at the City of Montreal, Judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this twenty-third day of September, 1948.

C. E. CANTIN,
Assistant Deputy Attorney General.

Mildon & Morris Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of September, 1948, incorporating: Arthur Samuel Mildon, dispensing optician, Joel Morris, dispensing optician, both of the city of Montreal, and William Atherton Shannon, accountant, of Westmount, all in the Judicial district of Montreal, for the following purposes:

Subject to the provisions of the Optometrists' and Opticians' Act (Q.R.S. 1941, c. 274) to carry on the business of "Dispensing Opticians";

And generally trade in all kinds of optical goods and equipment and jewellery, under the name of "Mildon & Morris Inc.", with a capital stock of \$20,000 divided into 2,000 shares of \$10 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this twenty-fourth day of September, 1948.

C. E. CANTIN,
Assistant Deputy Attorney General.

Mongeau Hébert et Smith Cie Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been

de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du vingt et un septembre 1948, constituant en corporation: Eugène Drouin, procureur, Maurice G. Hébert, marchand, et Armande Rajotte, sténographe, fille majeure, tous de Val d'Or, district judiciaire d'Abitibi, pour les objets suivants:

Agir comme agents, distributeurs ou marchands de propriétés immobilières et de terrains;

Faire le négoce et le commerce d'automobiles, aéroplanes, hélicoptères, leurs pièces et accessoires, les produits, sous-produits et dérivés des métaux, bois, plastique, papier, verre, cuir, fourrure, marchandises sèches, sous le nom de "Mongeau Hébert et Smith Cie Ltée", avec un capital de \$50,000 divisé en 50,000 actions de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Val d'Or, district judiciaire d'Abitibi.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un septembre 1948.

L'Assistant-procureur général suppléant,
C. E. CANTIN.

Morgan Silver Cross Mines Limited
(Libre de responsabilité personnelle)

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt et un septembre 1948, constituant en corporation: Arthur E. Morgan, Alfred Hurtubise, gérants, Ernest Lafontaine, procureur, Maurice de Bellefeuille, secrétaire, et Jacques Lafontaine, administrateur, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Acquérir, posséder, louer, faire des recherches, ouvrir, explorer, développer, travailler, améliorer, maintenir et gérer des mines et des terrains et dépôts miniers, et creuser, extraire, concasser, laver, fondre, essayer, analyser, réduire, amalgamer, raffiner, tuyauter, transporter et autrement traiter des minerais, métaux et minéraux appartenant ou non à la compagnie, et leur donner une valeur marchande et les vendre ou autrement en disposer ou toute partie d'iceux ou intérêts en iceux, sous le nom de "Morgan Silver Cross Mines Limited" (Libre de responsabilité personnelle), avec un capital de \$3,000,000 divisé en 3,000,000 d'actions de \$1 chacune.

Les actionnaires n'encourront aucune responsabilité personnelle au delà du montant du prix payé ou convenu de payer à la compagnie pour lesdites actions.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un septembre 1948.

L'Assistant-procureur général suppléant,
C. E. CANTIN.

Mutual Trading Co. Ltd.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du vingt et un septembre 1948, constituant en corporation: Philip Meyerovitch, C.R., avocat, Morris Shuter, comptable, tous deux de

issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twenty-first day of September, 1948, incorporating: Eugène Drouin, barrister, Maurice-G. Hébert, merchant, and Armande Rajotte, stenographer, spinster, all of Val d'Or, judicial district of Abitibi, for the following purposes:

To act as agents, distributors or merchants of immoveable property, and of lands;

To deal in and with automobiles, airplanes, helicopters, parts thereof and accessories, products, by-products and derivatives of metals, wood, plastic, paper, glass, leather, fur, dry goods, under the name of "Mongeau Hébert et Smith Cie Ltée", with a capital stock of \$50,000 divided into 50,000 shares of \$1 each.

The head office of the Company will be at Val d'Or, judicial district of Abitibi.

Dated at the office of the Attorney General this twenty-first day of September, 1948.

C. E. CANTIN,
Assistant Deputy Attorney General.

Morgan Silver Cross Mines Limited
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of September, 1948, incorporating: Arthur E. Morgan, Alfred Hurtubise, managers, Ernest Lafontaine, attorney-at-law, Maurice de Bellefeuille, secretary, and Jacques Lafontaine, executive, all of the City and Judicial district of Montreal, for the following purposes:

To acquire, own, lease, prospect for, open, explore, develop, work, improve, maintain and manage mines and mineral lands and deposits, and to dig for, raise, crush, wash, smelt, assay, analyse, reduce, amalgamate, refine, pipe, convey and otherwise treat ores, metals and minerals, whether belonging to the Company or not, and to render the same merchantable and to sell or otherwise dispose of the same or any part thereof or interest therein, under the name of "Morgan Silver Cross Mines Limited" (No Personal Liability), with a capital stock of \$3,000,000 divided into 3,000,000 shares of \$1 each.

The shareholders will incur no personal liability in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for the said shares;

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this twenty-first day of September, 1948.

A. E. CANTIN,
Assistant Deputy Attorney General.

Mutual Trading Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twenty-first day of September, 1948, incorporating: Philip Meyerovitch, K. C., advocate, Morris Shuter, accountant, both of the City of Montreal, and

la cité de Montréal, et Harry Batshaw, C.R., avocat, de la cité de Westmount, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer, produire, acheter, vendre, importer et exporter des vêtements pour dames, marchandises sèches, habits pour dames et messieurs et fournitures de toute sorte et description, sous le nom de "Mutual Trading Co. Ltd.", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un septembre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DESILETS.

Original Knish Bakery Ltd.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du cinq juillet 1948, constituant en corporation: John J. Wasserman, avocat et conseil en loi du Roi, Harry L. Aronovitch, avocat, et Freda Pomerance, secrétaire, fille majeure tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de restaurateurs, boulangers et confiseurs en gros et en détail, sous le nom de "Original Knish Bakery Ltd.", avec un capital de \$20,000 divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq juillet 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DESILETS.

Realties Securities Inc.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du vingt-deux septembre 1948, constituant en corporation: Ernest William Mockridge, gérant, Cecil Bruce Cooke, et Henry Ralph Armstrong, secrétaires, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements et de contrôle, sous le nom de "Realties Securities Inc."

Le capital autorisé de la compagnie sera composé de 1,000 actions sans valeur nominale ou au pair, et le montant avec lequel la compagnie exercera son commerce est de \$5,000.

Le nombre des actionnaires de la compagnie sera limité à vingt (20).

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux septembre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DESILETS.

Simon Realities Inc.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies

Harry Batshaw, K.C., advocate, of the City of Westmount, all in the Judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, produce, buy, sell, import and export, ladies wear, dry goods, ladies' and gentlemen's clothing, wearing apparel and furnishings of every kind and description, under the name of "Mutual Trading Co. Ltd.", with a capital stock of \$40,000 divided into 400 common shares of a par value of \$100 each.

The head office of the Company will be at the City of Montreal, Judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this twenty-first day of September, 1948.

L. DESILETS,
Deputy Attorney General.

Original Knish Bakery Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by M. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the fifth day of July, 1948, incorporating: John J. Wasserman, advocate and King's Counsel, Harry L. Aronovitch, advocate, and Freda Pomerance, secretary, fille majeure, all of the City and Judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of wholesale and retail restaurant keepers, bakers and confectioners, under the name of "Original Knish Bakery Ltd.", with a capital stock of \$20,000 divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this fifth day of July, 1948.

L. DESILETS,
Deputy Attorney General.

Realties Securities Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by M. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twenty-second day of September, 1948, incorporating: Ernest William Mockridge, manager, Cecil Bruce Cooke and Henry Ralph Armstrong, secretaries, all of the City and Judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment and holding company, under the name of "Realties Securities Inc."

The authorized share capital of the company shall consist of 1,000 shares without nominal or par value, and the amount with which the company will carry on its business is \$5,000.

The number of shareholders of the company shall be limited to twenty (20).

The head office of the company will be at the City of Montreal, Judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this twenty-second day of September, 1948.

L. DESILETS,
Deputy Attorney General.

Simon Realities Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have

de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du vingt septembre 1948, constituant en corporation: Morris Chaimberg, Moses Steinberg, marchands, et Isidore Rapp, notaire, tous de la cité d'Outremont, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Effectuer des placements sur, acheter, louer ou autrement acquérir, posséder, vendre, échanger ou autrement disposer de terrains, bâtisses ou autres propriétés immobilières et droits réels, contrats et promesses de vente, brevets, permis, concessions et choses semblables, et, en général, en faire le commerce et le négoce par tout moyen quelconque, sous le nom de "Simon Realities Inc.", avec un capital de \$40,000 divisé en 4,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt septembre 1948.

L'Assistant-procureur général.

L. DESILETS.

S. Steinberg Inc.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du seize septembre 1948, constituant en corporation: Louis Orenstein, Bernard S. Margler et Bernard Diamond, avocats, des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce qui consiste à manufacturer, acheter, vendre importer, exporter et autrement faire le commerce en gros et en détail de marchandises sèches de tous genres et descriptions et de toutes ces choses se rapportant généralement au commerce de marchandises sèches, sous le nom de "S. Steinberg Inc.", avec un capital de \$41,000 divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le nombre des actionnaires de la compagnie n'excèdera pas vingt en aucun temps.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le seize septembre 1948.

L'Assistant-procureur général,

L. DESILETS.

Standard Agencies Co.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du quinze septembre 1948, constituant en corporation: Max Liverman, Julius Briskin, Leonard Liverman, avocats, et Dame Eileen Lipp, secrétaire, épouse séparée de biens de Morris Lipp et dûment autorisée par lui, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de marchands d'articles de sport en général et de ferronnerie en général et accessoires et autres matériaux, articles et substances de même nature, sous le nom de "Standard Agencies Co.", avec un capital de \$40,000 divisé en 1,000 actions ordinaires d'une

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twentieth day of September, 1948, incorporating: Morris Chaimberg, Moses Steinberg, merchants, and Isidore Rapp, notary, all of the City of Outremont, Judicial district of Montreal, for the following purposes:

To invest in, purchase, lease or otherwise acquire, own, sell, exchange, or otherwise dispose of lands, buildings or other immovable property and real rights, contracts and promises of sale, patents, licenses, concessions and the like, and generally to deal and traffic therein, in any manner whatsoever, under the name of "Simon Realities Inc.", with a capital stock of \$40,000 divided into 4,000 shares of \$10 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this twentieth day of September, 1948.

L. DESILETS.

Deputy Attorney General.

S. Steinberg Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of September, 1948, incorporating: Louis Orenstein, Bernard S. Mergler and Bernard Diamond, advocates, of the City and Judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturing, buying, selling, importing, exporting and otherwise dealing wholesale and retail in dry goods of all natures and descriptions and all other such things as are generally connected with a dry-goods business, under the name of "S. Steinberg Inc.", with a capital stock of \$40,000 divided into 200 common shares of \$100 each, and 200 preferred shares of \$100 each.

The number of Shareholders of the company shall at no time exceed twenty.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this sixteenth day of September, 1948.

L. DESILETS.

Deputy Attorney General.

Standard Agencies Co.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the fifteenth day of September, 1948, incorporating: Max Liverman, Julius Briskin, Leonard Liverman, advocates, and Dame Eileen Lipp, secretary, wife separate as to property of Morris Lipp, and duly authorized by him, all of the City and Judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of dealers in general sporting goods, and general hardware and hardware supplies and other materials, articles and substances of a similar nature, under the name of "Standard Agencies Co.", with a capital stock of \$40,000 divided into 1,000 common shares

valeur au pair de \$10 chacune et en 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze septembre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

St. James Insurance Agencies Ltd.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec des lettres patentes en date du vingt-deux septembre 1948, constituant en corporation: John Richard Hyde, Roland-Gérard Lefrançois, avocats, et Robert John Forster, comptable, tous de la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Sujet à la Loi des assurances de Québec et aux règlements passés en vertu de cette Loi;

Exercer le commerce de courtiers d'assurances et agir comme agents d'assurances, sous le nom de "St. James Insurance Agencies Ltd.", avec un capital de \$10,000 divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le nombre des actionnaires de la compagnie sera limité à vingt (20).

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux septembre 1948.

L'Assistant-procureur général suppléant,
C. E. CANTIN.

Taras Trading Co. Limited

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-trois septembre 1948, constituant en corporation: George Leonard Alexander, avocat et conseil en loi du Roi, Arthur Glen Ernest Rankin, notaire, et Peter Joseph Usher, avocat, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme manufacturiers et marchands de vêtements, marchandises sèches, garnitures pour tailleurs et tissus textiles de toutes sortes, sous le nom de "Taras Trading Co. Limited", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois septembre 1948.

L'Assistant-procureur général suppléant,
C. E. CANTIN.

Timber Products Limited

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-deux septembre 1948, constituant en corporation: Frank Bernard Chauvin, avocat, Yvette Martel, sténographe, fille majeure, tous deux de la cité de Montréal, et Jean Martineau, avocat, de Ste-Geneviève-de-Pierrefonds, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de marchands de bois de charpente, propriétaires de scierie, moulin

of a par value of \$10 each, and 3,000 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the Company will be at the City of Montreal, Judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of September, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

St. James Insurance Agencies Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of September, 1948, incorporating: John Richard Hyde, Roland-Gérard Lefrançois, advocates and Robert John Forster, accountant, all of the City of Montreal, Judicial district of Montreal, for the following purposes:

Subject to the Quebec Insurance Act and to the regulations made thereunder;

To carry on the business of insurance brokers, and to act as insurance agents, under the name of "St. James Insurance Agencies Ltd.", with a capital stock of \$10,000 divided into 100 common shares of \$100 each.

The number of shareholders of the company shall be limited to twenty (20).

The head office of the Company will be at the City of Montreal, Judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of September, 1948.

C. E. CANTIN,
Assistant Deputy Attorney General.

Taras Trading Co. Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of September, 1948, incorporating: George Leonard Alexander, advocate and King's Counsel, Arthur Glen Ernest Rankin, notary, and Peter Joseph Usher, advocate, all of the City and Judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as manufacturers and dealers in clothing, dry goods, tailors' trimmings and textile fabrics of all kinds, under the name of "Taras Trading Co. Limited", with a capital stock of \$40,000 divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at the City of Montreal, Judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of September, 1948.

C. E. CANTIN,
Assistant Deputy Attorney General.

Timber Products Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of September, 1948, incorporating: Frank Bernard Chauvin, advocate, Yvette Martel, stenographer, spinster, both of the City of Montreal, and Jean Martineau, advocate, of Ste-Geneviève-de-Pierrefonds, all of the Judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of timber merchants, saw-mill, shingle mill and pulp mill owners,

à bardeaux et moulin de pulpe, marchands de billots, bûcherons et marchands de bois de construction dans aucune et toutes leurs spécialités, sous le nom de "Timber Products Limited", avec un capital de \$5,000 divisé en 500 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux septembre 1948.

L'Assistant-procureur general suppléant,
C. E. CANTIN.

United Embroiderers Inc.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-quatre septembre 1948, constituant en corporation: Albert Schultz, marchand, Louis Abraham DeZwirek, avocat, tous deux de la cité de Montréal, et Samuel Leon Mendelsohn, avocat et conseil en loi du Roi, de la cité de Westmount, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de marchands et manufacturiers de dentelles, broderie, emblèmes, écussons et autres dessins sur soie, lainages et autres tissus utilisés dans la fabrication de robes, manteaux et costumes de toutes descriptions pour dames, ainsi que sur des habits, uniformes militaires et civils de toutes descriptions pour hommes, sous le nom de "United Embroiderers Inc.", avec un capital de \$24,000 divisé en 240 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-quatre septembre 1948.

L'Assistant-procureur general suppléant,
C. E. CANTIN.

Vested Realities Inc.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-trois septembre 1948, constituant en corporation: Norman Genser, David Lack, avocats, et Tessy Frankel, secrétaire, célibataire, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer un commerce de placements, sous le nom de "Vested Realities Inc.", avec un capital de \$40,000 divisé en 390 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois septembre 1948.

L'Assistant-procureur general suppléant,
23231 C. E. CANTIN.

Erratum

L'avis d'approbation de règlements concernant le Comité paritaire des Vérificateurs et Tonneliers du Port de Montréal, navigation océanique, publié dans la *Gazette officielle de Québec*, livraison du 2 octobre 1948, page 2587, est corrigé comme suit:

Le numéro d'arrêté "1048" apparaissant dans ledit avis doit se lire "1045". 23238-o

loggers, lumbermen and lumber marchants, in any and all their branches, under the name of "Timber Products Limited", with a capital stock of \$5,000 divided into 500 shares of \$10 each.

The head office of the Company will be at the City of Montreal, Judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of September, 1948.

C. E. CANTIN,
Assistant Deputy Attorney General.

United Embroiderers Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of September, 1948, incorporating: Albert Schultz, merchant, Louis Abraham DeZwirek, advocate, both of the City of Montreal, and Samuel Leon Mendelsohn, advocate and King's Counsel, of the City of Westmount, all in the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of dealers and manufacturers of lace, embroidery, emblems, crests and other designs on silks, woollens and other fabrics used in the manufacture of ladies' dresses, cloaks and suits of all descriptions as well as in men's clothing, military and civil uniforms of all descriptions, under the name of "United Embroiderers Inc.", with a capital stock of \$24,000 divided into 240 common shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this twenty-fourth day of September, 1948.

C. E. CANTIN,
Assistant Deputy Attorney General.

Vested Realities Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of September, 1948, incorporating: Norman Genser, David Lack, advocates, and Tessy Frankel, secretary, unmarried, all of the city and Judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on an investment business, under the name of "Vested Realities Inc.", with a capital stock of \$40,000 divided into 390 preferred shares having a par value of \$100 each, and 1,000 common shares having a par value of \$1 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this twenty-third day of September, 1948.

C. E. CANTIN.
23231-o Assistant Deputy Attorney General.

Erratum

The notice of approval of by-laws concerning the Joint Shipping and Checkers' and Coopers' Committee, Harbour of Montreal, ocean navigation, published in the *Quebec Official Gazette*, issue of October 2, 1948, page 2587, is corrected as follows:

The order number "1048" mentioned in the said notice shall read "1045". 23238-o

Vente pour taxes

Sale for Taxes

AVIS DE VENTE D'IMMEUBLES

NOTICE OF SALE OF IMMOVABLES

AVIS public est par les présentes donné que les propriétés immobilières ci-après mentionnées et plus spécialement désignées dans une cédule déposée dans mon bureau, le 28e jour de septembre 1948, seront vendues par moi, à mon bureau, dans la Cité de Montréal, le MERCREDI, PREMIER jour de DÉCEMBRE, 1948, à DIX heures du matin, à raison d'une réclamation de la Cité de Montréal, pour taxes et contributions foncières annuelles ou spéciales ou pour arrérages de taxes consolidées.

PUBLIC notice is hereby given that the immovable properties hereinafter mentioned, and more particularly described in a schedule filed in my office, on the 28th day of September 1948, will be sold by me, at my office, in the City of Montreal, on WEDNESDAY, the FIRST day of DECEMBER 1948, at TEN o'clock in the forenoon, upon claim by the City of Montreal for annual or special real estate taxes and assessments or for arrears of consolidated taxes.

Compte N° Account N°	Division d'enregistrement — Registration Division	Ca- dastre	Subdivision	N° Civique, Rue — Civic No., Street	Nom du propriétaire — Name of proprietor	Taxes au 30 avril 1948 Taxes as at 30 April 1948
120099	Quartier Ste-Anne..... St Ann's Ward.	p1617	.....	110-12 Duke	Marion Hazel Mac Donald et al	238.76
Sujet à la créance privilégiée de la consolidation des arrérages de taxes. Subject to the privileged debt of the consolidation of tax arrears.						
120216	Quartier Ste Anne..... St. Ann's Ward.	p1624	.....	147 Nazareth	Marion Hazel Mac Donald et al	387.21
Sujet à la créance privilégiée de la consolidation des arrérages de taxes. Subject to the privileged debt of the consolidation of tax arrears.						
120219	Quartier Ste-Anne..... St. Ann's Ward.	p1628	.....	117-21 Nazareth .	Marion Hazel Mac Donald et al	260.51
Sujet à la créance privilégiée de la consolidation des arrérages de taxes. Subject to the privileged debt of the consolidation of tax arrears.						
120609	Quartier Ste-Anne..... St. Ann's Ward.	p1170	.....	1726-32 Notre- Dame O.	Laura, Beauchamp, vve de-wid. of Edmond Sawyer	1,106.43
120736	Quartier Ste-Anne..... St. Ann's Ward.	p1617	.....	831-35 Wellington 100 Duke.	Marion Hazel Mac Donald et al	774.43
Sujet à la créance privilégiée de la consolidation des arrérages de taxes. Subject to the privileged debt of the consolidation of tax arrears.						
120738	Quartier Ste-Anne..... St. Ann's Ward.	p1628	.....	849-65 Wellington 115 Nazareth.	Marion Hazel Mac Donald et al	1,314.22
Sujet à la créance privilégiée de la consolidation des arrérages de taxes. Subject to the privileged debt of the consolidation of tax arrears.						
121469	Quartier Ste Anne..... St. Ann's Ward.	378 377	.....	1226-34 Forfar ...	Frank Yakimowsky	222.28
121745	Quartier Ste-Anne..... St. Ann's Ward.	1530 p1544	.....	792-818 Wellington 91 Duke.	Marion Hazel Mac Donald et al	1,666.94
Sujet à la créance privilégiée de la consolidation des arrérages de taxes. Subject to the privileged debt of the consolidation of tax arrears.						
121746	Quartier Ste-Anne..... St. Ann's Ward.	p1545	.....	780-86 Wellington	Marion Hazel Mac Donald et al	382.30
140017	Quartier Ouest..... West Ward.	6	.....	124-130 Du Port	Wilbert Thibault.....	863.97
190148	Quartier St-Louis..... St. Louis Ward.	p297	.....	1219-25 St- Dominique.	Annie Margulis, vve de-wid. of David Donkner	318.02
Sujet à la créance privilégiée de la consolidation des arrérages de taxes. Subject to the privileged debt of the consolidation of tax arrears.						
190176	Quartier St-Louis..... St. Louis Ward.	p297	.....	1210 Berger	Annie Margulis, vve de-wid. of David Donkner	152.58
Sujet à la créance privilégiée de la consolidation des arrérages de taxes. Subject to the privileged debt of the consolidation of tax arrears.						
190277	Quartier St-Louis..... St. Louis Ward.	327... 2	.....	1211-15 De Bullion.	Annie Margulis, vve de-wid. of David Donkner alias Dorkner	234.08
Sujet à la créance privilégiée de la consolidation des arrérages de taxes. Subject to the privileged debt of the consolidation of tax arrears.						
210289	Quartier Ste-Marie... St. Mary's Ward.	1092	.....	1845-53 Cham- plain.	D. Marcel Des Ormiers dit Cusson.	356.73
220410	Quartier Ste-Marie... St. Mary's Ward.	564... 1 565. 1.	.....	1590-1600 Dorion.	Bernadette Crépeau, épse de- wife of Clovis Raymond..	278.70

230309	Quartier Ste-Marie. St. Mary's Ward.	p1512	.....	2381-83 Ruelle Joachim.	Bernadette Lefebvre, épouse de- wife of Joseph Savard.	180.45
Sujet à la créance privilégiée de la consolidation des Subject to the privileged debt of the consolidation arrérages de taxes. of tax arrears.						
240240	Par. Montréal.	2604.	.....	2736-48 Centre . . . 2761-67 De Cha- teauquay.	Be St. Realities Corporation . . .	613.69
240256	Par. Montréal.	2739.	.....	2506-16 Centre . . .	Be St. Realities Corporation . . .	638.39
240325	Par. Montréal.	p2626 p2626 p2625	.....	2776-86 De Cha- teauquay. 1121-25 D'Argen- son.	Be St. Realities Corporation . . .	617.40
241169	Par. Montréal.	3239.	p122	Paris.	Succ.-Est. George Hayes.	90.59
251064	Quartier St-Antoine. St. Antoine Ward.	87.	51	2247 Coursol . . .	Joseph-Arthur Bissonnette . . .	161.62
261459	Quartier St-Antoine. St. Antoine Ward.	1574.	1	1370-72 Overdale Ave.	William-Arthur Neville.	333.22
Sujet à la créance privilégiée de la consolidation des Subject to the privileged debt of the consolidation arrérages de taxes. of tax arrears.						
281496	Quartier St-Louis St. Louis Ward.	903.	p95	3800-02 St-Denis 371-75 Roy Est.	Henriette Duckett, vve de-wid. of Joseph Turgeon, Jr.	758.36
Sujet à la créance privilégiée de la consolidation des Subject to the privileged debt of the consolidation arrérages de taxes. of tax arrears.						
281497	Quartier St-Louis St. Louis Ward.	903.	p95 p94	3804-06 St-Denis	Henriette Duckett, vve de-wid. of Joseph Turgeon, Jr.	396.05
Sujet à la créance privilégiée de la consolidation des Subject to the privileged debt of the consolidation arrérages de taxes. of tax arrears.						
281538	Quartier St-Louis St. Louis Ward.	894.	4	185-87 Sher- brooke Est. 3406 Ave de l'Hôtel-de-Ville.	Henry Lamy <i>et al</i>	1,059.06
281603	Quartier St-Louis St. Louis Ward.	917.	8-3 p7-3. 8-2 p7-2. 8-1 p7-1.	170-76 Roy Est . . . 3792-94 Ave de l'Hôtel-de-Ville.	Be St Realities Corporation . . .	574.19
281626	Quartier St-Louis St. Louis Ward.	1049.	29A p28A	51 Roy Est. 3801 St-Domi- nique.	Eva Sheinfeld, épouse de-wife of Bennie Mintz.	134.39
Sujet à la créance privilégiée de la consolidation des Subject to the privileged debt of the consolidation arrérages de taxes. of tax arrears.						
290647	Quartier St-Jacques St. James Ward.	1207.	213	925 Cherrier	Joseph Arthur Bissonnette . . .	641.01
301440	Village Hochelaga	148.	2293	2365-69 Mont- gomery.	L. N. Raoul Dubuc	224.33
311145	Village Hochelaga	29.	872	2684-90 Aylwin . . .	Jean Carrino	630.24
Sujet à la créance privilégiée de la consolidation des Subject to the privileged debt of the consolidation arrérages de taxes. of tax arrears.						
311184	Village Hochelaga	29.	1233	3517 Aylwin	Joseph Labrèche	140.54
Sujet à la créance privilégiée de la consolidation des Subject to the privileged debt of the consolidation arrérages de taxes. of tax arrears.						
311314	Village Hochelaga	29.	1130	Joliette	Helena Mac Mahon, vve de- wid. of John Houston.	19.50
311315	Village Hochelaga	29.	1131	Joliette	Helena Mac Mahon, vve de- wid. of John Houston.	19.52
320531	Village Hochelaga	29.	69	1453-57 Aylwin . . .	Charles Alphée De Gagné	323.29
320653	Village Hochelaga	23.	440	1471-77 Chambly	Adolphe Brouillard <i>et al</i>	419.65
Sujet à la créance privilégiée de la consolidation des Subject to the privileged debt of the consolidation arrérages de taxes. of tax arrears.						
331579	Village Hochelaga	9.	5	391-403 Ave Letourneux.	Cremazie Realty Limited	2,775.05
332115	Village Hochelaga	2.	921	Sicard	Cremazie Realty Limited	266.94
350593	Par. Longue Pointe	397.	35	Notre-Dame Est	Tancrède Boucher de Grosbois <i>et al</i>	73.72
350594	Par. Longue Pointe	397.	34	Notre-Dame Est	Tancrède Boucher de Grosbois <i>et al</i>	104.97
350620	Par. Longue Pointe	400.	616	Notre-Dame Est	J. L. Arthur Tétréault <i>et al</i> . . .	750.74
350621	Par. Longue Pointe	400.	617	Notre-Dame Est	J. L. Arthur Tétréault <i>et al</i> . . .	776.81
364809	Par. Longue Pointe	396.	252	Boul. Lapointe . . .	Lucien Trépanier	21.23
365059	Par. Longue Pointe	397.	372	Ave Mercier	Harold Walker	36.71
365719	Par. Longue Pointe	398.	502	Baldwin	Norman-Léo Tremblay	45.77

65720	Par. Longue Pointe . . .	398 . . .	501	Baldwin	Norman-Léo Tremblay	45.76
366134	Par. Longue Pointe . . .	398 . . .	691	Bât.-Building. . . Marie-Antoinette	Royden Alvin Smith	11.16
371162	Par. Longue Pointe . . .	396 . . .	p174	Hochelaga	Helena Mac Mahon, vve de-wid. of John Houston.	19.51
371163	Par. Longue Pointe . . .	396 . . .	p173	Hochelaga	Helena Mac Mahon, vve de-wid. of John Houston.	19.50
374225	Par. Longue Pointe . . .	407 . . .	1307	Fletcher Ave	Severyn Kotsyrsky.	1.06
374717	Par. Longue Pointe . . .	407 . . .	698	Ave Bilaudeau.	Arthur Rainville.	2.68
374718	Par. Longue Pointe . . .	407 . . .	697	Ave Bilaudeau.	Arthur Rainville.	2.70
375928	Par. Longue Pointe . . .	409 . . .	306	Ste-Claire.	Marguerite Eon, épse de-wife of Frederic-O. Turneau	7.24
400659	Par. Montréal	3930 . . . 3988 . . . 3989 . . .	243-2. 242. 4. 5. 6. 5. 6. 7.	1836 De Villiers.	Joseph Bouchard	231.32
401113	Par. Montréal	3912 . . .	305-2. . . . 301.	2351-61 Jacques Hertel.	Etienne Bourdon	601.98
411907	Par. Montréal	3634 . . .		Hamilton	Succ.-Est. Cleophas Presseau dit Fabien.	1,042.91
411908	Par. Montréal	3635 . . .		Hamilton	Succ.-Est. Cléophas Presseau dit Fabien.	1,043.00
411909	Par. Montréal	3636 . . .		Hamilton	Succ.-Est. Cléophas Presseau dit Fabien	1,038.33
413725	Par. Montréal	3616 . . .	962	Allard	Etienne Bourdon	27.87
420373	Par. Montréal	p1873 . . .		635-39 St-Philippe	Emily Power épse de-wife of George Castle	152.90
420458	Par. Montréal	p1527 . . .		801-05Ste-Mar- guerite 4293-95Langevin.	Emily Power épse de-wife of George Castle	390.18
421056	Par. Montréal	1674 . . .	79	739-41 Walnut	Rupert E. Davies.	226.81
Sujet à la créance privilégiée de la consolidation des arrérages de taxes. Subject to the privileged debt of the consolidation of taxes arrears.						
430785	Par. Montréal	51	115	Coolbrook Ave	Winnifred Cooke vve de-wid of Emile Carl Peterson.	40.89
430786	Par. Montréal	51	114	Coolbrook Ave	Winnifred Cooke vve de-wid of Emile Carl Peterson.	43.76
431308	Par. Montréal	65	670	McLynn Ave.	Adrien Beaudry	19.14
431309	Par. Montréal	65	671	McLynn Ave.	Adrien Beaudry	19.14
431310	Par. Montréal	65	672	McLynn Ave.	Adrien Beaudry	19.12
432908	Par. Montréal	184 . . .	p458-A . . .	3478 Marlowe Ave	Joseph Raoul Robert	440.75
433074	Par. Montréal	184 . . .	521	3568 Northcliffe Ave	Mabel Gladys Elliott épse de- wife of Gordon B. Ewing.	3,232.06
433572	Par. Montréal	51	684	Boul. Décarie	Paul Ethier et al.	33.18
433614	Par. Montréal	51	353	5838-40 Boul. Décarie.	C.-E. Georges Mallette	269.02
433807	Par. Montréal	180 . . .	p295	Ave Prud'homme	Cremazie Realty Limited	969.06
433996	Par. Montréal	179 . . .	p258	Addington Ave	Succ.-Est. Wesley R. Safford	1,306.05
444007	Par. Montréal	156 . . .	273	West Hill Ave	Succ.-Est. William Francis Martin.	247.61
444008	Par. Montréal	156 . . .	272	West Hill Ave	Succ.-Est. William Francis Martin.	247.54
444776	Par. Montréal	152A . . . 154 . . .	630 422	Cavendish Blvd.	Frances Ross Hay	16.04
Ligne homologuée avec toutes les servitudes actives et passives y attachées. Homologated line with all the active and passive servitudes attached thereto.						
444777	Par. Montréal	154 . . . 152A . . .	421 631	Cavendish Blvd.	Frances Ross Hay	16.05
Ligne homologuée avec toutes les servitudes actives et passives y attachées. Homologated line with all the active and passive servitudes attached thereto.						
445111	Par. Montréal	152A . . .	297	Cumberland Ave. Ave.	John Henry Hodges et al	27.70
446219	Par. Montréal	163 . . .	182	Grand Boulevard	Jack Michaels et al.	97.24
446220	Par. Montréal	163 . . .	181	Grand Boulevard	Jack Michaels et al.	97.24
446221	Par. Montréal	163 . . .	178	Grand Boulevard	Jack Michaels et al.	97.23
446222	Par. Montréal	163 . . .	177	Grand Boulevard	Jack Michaels et al.	97.24

[illegible]

(33756)	Village Côte Visitation.	209...	317.....	6272-74 Bordeaux.	Ovide Deguire "Père".....	275.05
(35116)	Par. Sault-au-Récollet..	477...	33-2.	6896 Ave Des Erables.	Joseph Labrèche "Fils".....	89.00
Sujet à la créance privilégiée de la consolidation des arrérages de taxes. Subject to the privileged debt of the consolidation of tax arrears.						
635117	Par. Sault-au-Récollet..	477...	34-2.	6902 Ave Des Erables.	Joseph Labrèche "Fils".....	95.63
Sujet à la créance privilégiée de la consolidation des arrérages de taxes. Subject to the privileged debt of the consolidation of tax arrears.						
650506	Village Côte Visitation.	208...	380.....	6276 Louis Hémon.	Evelina Danis, épouse de-wid. of Donat Sareault <i>et al.</i>	303.98
653549	Village Côte Visitation.	172...	387.....	3e Avenue	J.-S.-Ubaldo Dupras.....	56.67
655589	Village Côte Visitation.	206...	726.....	10ème Avenue . . .	René Turcotte	11.16
655590	Village Côte Visitation.	206...	725.....	10ème Avenue . . .	René Turcotte	11.16
655638	Village Côte Visitation.	206...	465.....	Montée St-Michel.	Lucien Brisson.....	[66.46
660777	Village Côte Visitation.	179...	6.....	16ème Avenue . . .	Sophia Marygold, vve de-wid. of Roman Turchyn	30.33
6644	Village Côte Visitation.	188...	928.....	42ème Avenue . . .	Ernest George Lunn	3.91
664448	Village Côte Visitation.	188...	924.....	42ème Avenue . . .	Ernest George Lunn	3.90
670598	Village Côte Visitation.	172...	1115.....	Dandurand	Succ.-Est. Pierre Desforges . . .	76.23
673340	Village Côte Visitation.	172...	49.....	7ème Avenue . . .	Gustave Gagnon <i>et al.</i>	19.51
681360	Par. Sault-au-Récollet.	488...	53-B	7051-53 St-André	Donat St-Pierre.....	133.40
Sujet à la créance privilégiée de la consolidation des arrérages de taxes. Subject to the privileged debt of the consolidation of tax arrears.						
682524	Par. St-Laurent	2630..	471.....	8131 Ave Des Belges.	J. Roland St-Onge	122.47
Sujet à la créance privilégiée de la consolidation des arrérages de taxes. Subject to the privileged debt of the consolidation of tax arrears.						
684180	Village Côte St-Louis. .	8.....	p451	7032 De St-Valier.	Germaine Préfontaine, épouse de-wid. of Sylva Sills.	127.10
Sujet à la créance privilégiée de la consolidation des arrérages de taxes. Subject to the privileged debt of the consolidation of tax arrears.						
693387	Par. St-Laurent.	271...	p460	Lajeunesse.....	Corrado Ignaccolo <i>et al.</i>	95.91
693388	Par. St-Laurent.	271...	p461	Lajeunesse.....	Corrado Ignaccolo <i>et al.</i>	95.91
693528	Par. St-Laurent.	271...	180.....	9702 Basile Routhier.	J.-Moïse Loiselle.	75.36
Sujet à la créance privilégiée de la consolidation des arrérages de taxes. Subject to the privileged debt of the consolidation of tax arrears.						
695456	Par. Sault-au-Récollet..	217...	406.....	Ave Hamel.	William Alexander Smith	15.34
695457	Par. Sault-au-Récollet..	217...	407.....	Ave Hamel.	William Alexander Smith	15.34
695555	Par. Sault-au-Récollet..	224...	648.....	Boul. Olympia. . .	Juliette Bolte, vve de-wid. of William Snyder maintenant épouse de-now wife of Joseph-Emile Daoust	76.91
695709	Par. Sault-au-Récollet..	164...	1199.....	Sauriol	Mary Ellen Hill, vve de-wid. of Frederick Knetzer.....	35.06
721599	Par. Sault-au-Récollet..	163...	61-24.	Des Prairies.	Wilfrid Riel.....	9.00
721600	Par. Sault-au-Récollet..	163...	61-23.	Des Prairies.	Wilfrid Riel.....	13.50
723128	Par. Sault-au-Récollet..	217...	84.....	Ave Hamel.	Jessie Arabella Gouin.	13.48
723793	Par. Sault-au-Récollet..	225...	274.....	Chambord	Jules Cadieux	19.52
723794	Par. Sault-au-Récollet..	225...	273.....	Chambord	Jules Cadieux	19.50
724483	Par. Sault-au-Récollet..	228...	200.....	10178 Ave Pelouquin.	Robert Pagé.....	178.36
730352	Par. Sault-au-Récollet..	262...	117.....	Boul. St-Laurent.	Succ.-Est. Marie-Louise-Eugénie Panneton, vve de-wid. of Justinien Pelletier.	39.02
730600	Par. Sault-au-Récollet..	262...	665.....	Boul. St-Laurent.	Laura Beauchamp, vve de-wid. of Edmond Sawyer.	37.65
730601	Par. Sault-au-Récollet..	262...	666.....	Boul. St-Laurent.	Laura Beauchamp, vve de-wid. of Edmond Sawyer.	37.66
730955	Par. Sault-au-Récollet..	264...	53.....	St-Urbain.	Arthur William Ferguson	6.70
731336	Par. Sault-au-Récollet..	268...	58.....	Waverly.....	Georges-A. Martin.....	19.52
740541	Par. St-Laurent.	7.....	2.....	2265 Boul. Gouin Ouest.	Fleur-Ange Clough, épouse de-wid. of Adrien-Charles Brouillet	111.48

741011	Par. Sault-au-Récollet..	291...	92.....	Letellier	William Francis Carsley	12.27
741023	Par. Sault-au-Récollet..	291...	105.....	Letellier	William Francis Carsley	11.16
741951	Par. Sault-au-Récollet..	323...	318.....	Frigon.....	William François Carsley	13.95
Ligne homologuée avec toutes les servitudes actives Homologated line with all the active and passive servitudes attached thereto.						
742410	Par. St-Laurent.....	19.....	494.....	Filion	Elizabeth Temperton, vve de-wid. of Samuel Edward Thorn-ton.....	5.58
744298	Par. St-Laurent.....	26.....	123.....	Boul. O'Brien	Modesto Cortino.....	10.76

Conformément au premier alinéa de l'article 401 de la Charte de la Cité de Montréal, tel qu'amendé par la loi 1 George VI, chap. 103, sec. 62, un dépôt de 10% du montant de l'évaluation municipale inscrite au rôle en vigueur lors de cette vente, sera exigible du plus haut enchérisseur avant l'adjudication finale.

Bureau du shérif,
Montréal, le 14 octobre 1948.

Le Shérif,
L.-P. CAISSE.
23243-o

In accordance with the 1st paragraph of Art. 401 of the Charter of the City of Montreal, as amended by the Act 1 George VI, chap. 103, section 62, a deposit of 10% of the amount of the municipal valuation entered on the roll in force at the time of the sale, shall be exacted from the highest bidder, before final adjudication.

Sheriff's Office,
Montreal, October 14th, 1948.

L.-P. CAISSE,
Sheriff.
23243-o

Actions en séparation de biens

Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure, N° 265786. Dame Annette Gohier, épouse commune en biens de Raphaël Ruffo, entrepreneur, tous deux des cité et district de Montréal, à 5497 Côte St-Luc, demanderesse, vs Raphael Ruffo, entrepreneur, des cité et district de Montréal, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée ce jour contre le défendeur.

Montréal, le 7 octobre 1948.

Les Procureurs de la demanderesse,
23232-o PINARD & PINARD.

Province de Québec, District d'Iberville, Cour Supérieure, N° 5994. Dame Léa Guimond, de la cité de Saint-Jean, district d'Iberville, épouse commune en biens de Léandre Guay, entrepreneur, ci-devant de la cité de Saint-Jean, district d'Iberville, demanderesse, vs ledit Léandre Guay, ci-devant de la cité de Saint-Jean, district d'Iberville, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le septième jour d'octobre 1948.

Saint-Jean, 7 octobre 1948.

L'Avocat de la demanderesse,
23233-o JEAN FRÉDÉRIC.

Canada, Province de Québec, District de Beauce, dans la Cour Supérieure, N° 00000, Dame Maria Lessard, épouse de Léopold Pouliot, cultivateur de St-Joseph de Beauce, demanderesse, vs Ledit Léopold Pouliot, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 12 octobre 1948,

St-Joseph de Beauce, 12 octobre 1948.

Le Procureur de la demanderesse,
23241-o ROSAIRE BEAUDOIN.

Canada, Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure, N° 265726. Dame Lucette Beaudoin, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Jean Lavergne, vendeur, des mêmes lieux, demanderesse, vs Jean Lavergne, vendeur, des cité et district de Montréal, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 5 octobre 1948.

Les Procureurs de la demanderesse,
23245-o PERRON, MICHAUD, REID & VINCENT.
507 Place d'Armes,
Montréal.

Actions for separation as to property

Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. 265786 Dame Annette Gohier, wife common as to property of Raphaël Ruffo, contractor, both of the city and district of Montreal, at 5497 Côte St-Luc, plaintiff; vs Raphael Ruffo, contractor, of the city and district of Montreal, defendant.

An action for separation as to property was this day instituted against the defendant.

Montreal, October 7, 1948.

23232 PINARD & PINARD,
Attorneys for the plaintiff.

Province of Quebec, District of Iberville, Superior Court, No. 5994. Dame Léa Guimond, of the city of Saint John's, district of Iberville, wife common as to property of Léandre Guay, contractor, heretofore of the city of Saint John's, district of Iberville, plaintiff; vs Said Léandre Guay, heretofore of the city of Saint John's, district of Iberville, defendant.

An action for separation as to property was instituted in this case on the seventh day of October, 1948.

Saint John's, October 7, 1948.

23233 JEAN FRÉDÉRIC,
Attorney for the plaintiff.

Canada, Province of Quebec, District of Beauce, in the Superior Court No. 00000. Dame Maria Lessard, wife of Léopold Pouliot, farmer, of St-Joseph de Beauce, plaintiff; vs The said Léopold Pouliot, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this case on the 12th of October, 1948.

St. Joseph de Beauce, October 12, 1948.

23241 ROSAIRE BEAUDOIN,
Attorney for plaintiff.

Canada, Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. 265726. Dame Lucette Beaudoin, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Jean Lavergne, salesman, of the same place, plaintiff; vs Jean Lavergne, salesman of the city and district of Montreal, defendant.

An action for separation as to property was instituted in this case on October 5, 1948.

23245 PERRON, MICHAUD, REID & VINCENT,
Attorneys for the plaintiff,
507 Place d'Armes,
Montreal.

Avis divers

LA MACHINERIE IDÉALE CIE LTÉE

Règlement spécial

"Sur proposition de M. Charles Emile Ostiguy, secondée par M. Bernard Sanscouey il est décrété et statué par le présent règlement que le nombre des directeurs de "La Machinerie Idéale Cie Ltée" actuellement fixé au nombre de trois soit à l'avenir fixé à cinq."

Vraie copie.

Le Président,
ADRIEN RACICOT.
Le Secrétaire,
C.-E. OSTIGUY.

23234-o

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Big Island Community", en date du 27 juillet 1948, dont le siège social est situé à Messines, comté de Gatineau, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 26 août 1948.

Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

23242-o

AVIS DE CHANGEMENT DE NOM

(Loi des syndicats professionnels)

Avis est donné que l'honorable Secrétaire de la Province a approuvé, le 23 septembre 1948, le changement de nom du "Syndicat Catholique du Commerce de Rimouski" en celui de "Syndicat Catholique des Employés du Commerce de Rimouski, Inc.", et ce conformément aux dispositions de l'article 7 de la Loi des syndicats professionnels (S.R.Q., 1941, chapitre 162), telles que modifiées par 10, George VI, chapitre 20, article 3.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province le 25 septembre 1948.

Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

23244-o

ANMIR SLIPPER & MOCCASIN COMPANY

Règlement No 21

Un règlement modifiant le nombre des directeurs.

Attendu que par lettres patentes constituant la compagnie en corporation, trois personnes ont été nommées directeurs provisoires.

Et attendu qu'il est jugé convenable d'augmenter le nombre des directeurs.

En conséquence, la compagnie Anmir Slipper & Moccasin Company, par ses directeurs, décrète ce qui suit:

1. Que le nombre des directeurs de la compagnie soit et il est, par les présentes, modifié de trois à quatre.

Adopté et passé par les directeurs le 2 septembre 1948.

Le Président,
A. CHODOS.
Le Secrétaire,
R. SMOLENSKY.

23264

Miscellaneous Notices

LA MACHINERIE IDÉALE CIE LTÉE

Special By-law

"Upon its being moved by Mr. Charles Emile Ostiguy, seconded by Mr. Bernard Sanscouey, it is, by the present by-law, enacted and ordained that the number of directors of "La Machinerie Idéale Cie Ltée", actually fixed to three be, in future, fixed to five".

True copy.

ADRIEN RACICOT,
President.
C. E. OSTIGUY,
Secretary.

23234

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Big Island Community", under date the 27th day of July, 1948, whereof the head office is at Messines, county of Gatineau, and the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 26th day of August, 1948.

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

23242

NOTICE OF CHANGE OF NAME

(Professional Syndicates' Act)

Notice is given that the Honourable the Provincial Secretary, on September 23, 1948, approved the change of name of the "Syndicat Catholique du Commerce de Rimouski" to that of "Syndicat Catholique des Employés du Commerce de Rimouski, Inc.", and such, in conformity with the provisions of section 7 of the Professional Syndicates' Act, (R.S.Q., 1941, chapter 162) as amended by 10 George VI, chapter 20, section 3.

Given at the office of the Provincial Secretary, September 25, 1948.

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

23244

ANMIR SLIPPER & MOCCASIN COMPANY

By-law No. 21

A By-law altering the number of Directors.

Whereas the letters patent incorporating the Company named three persons as provisional directors.

And whereas it is deemed expedient to increase the number of directors.

Therefore Anmir Slipper & Moccasin Company, by the Directors thereof enacts as follows:

1. The number of Directors of the Company be and is hereby altered from three to four.

Adopted and passed by the Directors this 2nd day of September, 1948.

A. CHODOS,
President.
R. SMOLENSKY,
Secretary.

23264-o

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat de l'U.C.C. de Rivière Éva", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 12 octobre 1948.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Rivière Héva, comté d'Abitibi-Est.

Le Sous-secrétaire de la Province,
23266-o JEAN BRUCHÉSI.

Avis est donné que, sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, l'honorable Secrétaire de la Province a approuvé, le douze octobre 1948, les règlements généraux numéro 1 et les règlements numéros 2 et 3 de "L'Association Canadienne de Liturgie", tels qu'adoptés à une assemblée tenue le 29 septembre 1948, et ce conformément aux dispositions de l'article 225a de la Loi des compagnies de Québec (S.R.Q., 1941, chapitre 276), telles qu'ajoutées par la Loi 11, George VI, chapitre 65, article 12.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province le 14 octobre 1948.

Le Sous-secrétaire de la Province,
23265-o JEAN BRUCHÉSI.

THE GARTH COMPANY

Règlement XLI

Diminution du nombre des directeurs

Le nombre des directeurs de cette compagnie est, par les présentes, diminué de sept (7) à cinq (5) et le règlement No II tel que modifié est, par les présentes, modifié de nouveau en y rayant le mot "sept" et en y substituant le mot "cinq".

Je, H. S. McGee, secrétaire-trésorier de la compagnie The Garth Company, certifie, par les présentes, sous le sceau corporatif de la compagnie, que le précédent est une copie conforme et exacte du règlement XLI de ladite compagnie et qu'il a été décrété et passé à une assemblée des directeurs de cette compagnie tenue le 26 février 1948, et sanctionné, approuvé et confirmé par au moins les deux tiers en valeur des actions représentées par les actionnaires présents à une assemblée générale spéciale des actionnaires de cette compagnie dûment convoquée et tenue dans le but de considérer ce règlement le 22 avril 1948.

Montréal, P.Q., 29 septembre 1948.
(Sceau) Le Secrétaire-trésorier,
23267 H. S. McGEE.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Le Syndicat de l'U.C.C. de Rivière Éva", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on October 12, 1948.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Rivière Héva, county of Abitibi-East.

JEAN BRUCHÉSI,
23266 Under Secretary of the Province.

Notice is given that upon the recommendation of the Deputy Attorney General, the Honourable the Provincial Secretary, on the twelfth of October, 1948, approved general by-law number 1 and by-laws numbers 2 and 3 of "L'Association Canadienne de Liturgie" as adopted at a meeting held on September 29, 1948, and such in conformity with the provisions of section 225a of the Quebec Companies Act (R.S.Q. 1941 chapter 276) as added by the Act 11, George VI, chapter 65, section 12.

Given at the office of the Provincial Secretary, October 14, 1948.

JEAN BRUCHÉSI,
23265 Under Secretary of the Province.

THE GARTH COMPANY

By-law XLI

Decrease in number of Directors

The number of Directors of this Company is hereby decreased from Seven (7) to Five (5) and By-law No. II as amended is hereby further amended by deleting therefrom the word "seven" and substituting therefor the word "five".

I, H. S. McGee, Secretary-Treasurer of The Garth Company, do hereby certify under the corporate seal of that Company that the foregoing is a true and correct copy of By-law XLI of the said Company and that it was enacted and passed at a meeting of the Directors of that Company held on the 26th day of February 1948 and sanctioned, approved and confirmed by at least two-thirds in value of the shares represented by the Shareholders present at a Special General Meeting of the Shareholders of such Company duly called and held for the purpose of considering such By-law on the 22nd day of April, 1948.

Montreal, P.Q., September 29th, 1948.
(Seal) H. S. McGEE,
23267-o Secretary-Treasurer.

Charte — Abandon des

Canada, Province de Québec, District de Montréal

DEMANDE D'ABANDON DE CHARTE

Conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec, la compagnie "Humphries Limited," donne, par les présentes, avis qu'elle s'adressera au Procureur général et au Ministre des affaires municipales, de l'industrie et du commerce de la province de Québec, pour

Charters — Surrender of

Canada, Province of Quebec, District of Montreal

APPLICATION FOR SURRENDER OF CHARTER

Under the provisions of the Quebec Companies' Act, the "Humphries Limited", hereby gives notice that it will make application to the Attorney General and the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce of the Province of Quebec for leave to surrender its charter on

obtenir la permission d'abandonner sa charte à compter d'une date qui sera fixée par l'Honorable Procureur général.

Daté à Montréal, le 7 octobre 1948.

23236 Le Président,
JOSEPH GLAZIER.

and from a date to be fixed by the Honourable Attorney General.

Dated at Montreal this 7th day of October, 1948.

23236-o JOSEPH GLAZIER,
President.

AVIS LÉGAL

Conformément aux dispositions de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, la compagnie "Business Educations Inc." donne, par les présentes, avis qu'elle s'adressera au Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec pour obtenir l'abandon de sa charte et son annulation à compter d'une date qu'il lui plaira de fixer.

Montréal, 6 octobre 1948.

BUSINESS EDUCATIONS INC.,
Par le Président,
RODOLPHE ROUSSEAU.
23235 Les Procureurs de la compagnie,
GREENBLATT, GODINSKY & SALMON.

LEGAL NOTICE

Under the provisions of the Quebec Companies' Act, Part I, "Business Educations Inc." hereby gives notice that it will make application to the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec for the acceptance of the surrender of its Charter and its cancellation on and from a date to be fixed by him.

Montreal, October 6th, 1948.

BUSINESS EDUCATIONS INC.,
Per: RODOLPHE ROUSSEAU,
President.
23235-o GREENBLATT, GODINSKY & SALMON,
Solicitors for Company.

CANADA CORSET STEEL & WIRE COMPANY LTD.

En vertu des dispositions de la Loi des Compagnies de Québec, "Canada Corset Steel & Wire Company Ltd.", donne avis par les présentes qu'elle s'adressera à l'Honorable Procureur Général et l'Honorable Ministre des Affaires Municipales, de l'Industrie et du Commerce de la province de Québec, pour obtenir l'abandon de sa charte et de son annulation à compter d'une date qui sera fixée par eux.

Québec, le 13 octobre 1948.

23251-o Le Secrétaire,
PIERRE AMYOT.

CANADA CORSET STEEL & WIRE COMPANY LTD.

Under the provisions of the Quebec Companies' Act, "Canada Corset Steel & Wire Company Ltd.", hereby gives notice that this Company will apply to the Attorney General and the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce of the Province of Quebec to obtain surrender of its charter and its cancellation from a date to be fixed by them.

Quebec, 13th October, 1948.

23251-o PIERRE AMYOT,
Secretary.

QUEBEC PAPER BOX COMPANY LTD.

En vertu des dispositions de la Loi des Compagnies de Québec, "Quebec Paper Box Company Ltd.", donne avis par les présentes qu'elle s'adressera à l'Honorable Procureur Général et l'Honorable Ministre des Affaires Municipales, de l'Industrie et du Commerce de la province de Québec, pour obtenir l'abandon de sa charte et de son annulation à compter d'une date qui sera fixée par eux.

Québec, le 13 octobre 1948.

23252-o Le Secrétaire,
PIERRE AMYOT.

QUEBEC PAPER BOX COMPANY LTD.

Under the provisions of the Quebec Companies' Act, "Quebec Paper Box Company Ltd.", hereby gives notice that this Company will apply to the Attorney General and the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce of the Province of Quebec, to obtain surrender of its charter and its cancellation from a date to be fixed by them.

Quebec, 13th October, 1948.

23252-o PIERRE AMYOT,
Secretary.

Département de l'Agriculture

Avis est par le présent donné qu'une société coopérative agricole a été constituée dans le comté d'Yamaska, en vertu de la loi des sociétés coopératives agricoles (R.S. 1941, c. 120), sous le nom de "Couvoir Coopératif de St-Guillaume" et que son principal siège d'affaires est à St-Guillaume.

Le ministre autorise la formation de cette société.

Québec, ce septième jour d'octobre 1948.

23253-o Le Sous-ministre de l'Agriculture,
JULES SIMARD.

Department of Agriculture

Notice is hereby given that a cooperative agricultural association has been formed in the county of Yamaska, under the Cooperative Agricultural Associations Act (R.S. 1941, c. 120) under the name of "Couvoir Coopératif de St-Guillaume" and that its principal place of business is at St-Guillaume.

The Minister authorizes the formation of the said association.

Quebec, this seventh day of October, 1948.

23253 JULES SIMARD,
Deputy Minister of Agriculture.

Département de l'Instruction publique

Department of Education

N° 622-47.

Québec, le 5 octobre 1948.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Tharcisius-Ouest, dans le comté de Matapédia, les lots 21 à 34 inclusivement du rang IV du canton de Lepage et les lots 21 à 34 inclusivement du rang I du canton de Blais, et de les annexer à celle de Saint-Alexandre, dans le même comté.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
23199-41-2-o J.-P. LABARRE.

No. 622-47.

Quebec, October 5, 1948.

Application is made to detach from the school municipality of Saint-Tharcisius-Ouest, in the county of Matapédia, lots 21 to 34 inclusively of range IV of the township Lepage, and lots 21 to 34 inclusively of range I of the township Blais, and to annex them to that of Saint-Alexandre, in the same county.

J. P. LABARRE,
23199-41-2 Superintendent of Education.

Département des Terres et Forêts

Department of Lands and Forests

AVIS

NOTICE

Cadastre officiel du Canton de Jonquière (maintenant partie de la ville de Jonquière) division d'enregistrement de Chicoutimi.

Official cadastre of the township of Jonquière (Now part of the town of Jonquière) registration division of Chicoutimi.

Avis est par la présente donné que les lots 21-A-228-1 à 21-A-228-18 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Notice is hereby given that lots 21-A-228-1 to 21-A-228-18 are cancelled in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Québec, le 14 septembre 1948.

Quebec, September the 14th, 1948.

Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-Ministre,
23237-o AVILA BÉDARD.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
23237-o Deputy-Minister.

Département du Travail

Department of Labour

AVIS DE MODIFICATION

NOTICE OF AMENDMENT

Conformément à la procédure prévue à l'article 8 de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), l'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes qu'il a l'intention de proposer l'approbation des modifications suivantes au décret numéro 660, du 13 mai 1948, relatif à l'industrie de la fabrication des produits de métal en feuilles dans l'île de Montréal et un rayon de 15 milles de ses limites:

Pursuant to the procedure provided for under section 8 of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that he intends to recommend the approval of the following amendments to the decree number 660 of May 13th, 1948, relating to the sheet metal fabricating industry in the Island of Montreal and a radius of 15 miles from its limits:

L'article VII sera remplacé par le suivant:

Section VII will be replaced by the following:

"VII. Salaires: Les taux minima de salaire suivants s'appliquent aux catégories de salariés ci-après énumérées. Aucune des dispositions du présent décret ne peut avoir pour effet de réduire les taux horaires des salariés actuellement en vigueur.

"VII. Wage rates: The following minimum wage rates shall apply to the respective classes of employment hereunder specified. Nothing contained in this decree shall have the effect of reducing any employee's hourly rate now in force.

Classification	Taux horaires
a) Compagnon	
Mécanicien en métal en feuille.	\$1.15
Sous-contremaître.	1.27
Chef d'équipe.	1.22
Soudeur, classe "A".	1.22
Soudeur, classe "B".	1.11
Soudeur, classe "C".	1.00
Soudeurs en série:	
premier semestre.	0.78
deuxième semestre.	0.83
troisième semestre.	0.89
quatrième semestre.	0.94
Subséquentement, ils sont éligibles à la classe "C", à \$1.00 de l'heure, s'ils possèdent les qualifications requises.	
Machiniste, ...	\$1.00

Classifications:	Hourly rates
a) Journeymen:	
Sheet metal Mechanic.	\$1.15
Assistant-foreman.	1.27
Charge hand.	1.22
Welder Class "A".	1.22
Welder Class "B".	1.11
Welder Class "C".	1.00
Production Welders:	
First six months.	0.78
Second six months.	0.89
Third six months.	0.89
Fourth six months.	0.94
They then become eligible for Class "C", at \$1.00 per hour, if they qualify.	
Machinist.	1.00

Mécanicien des machinistes.	1.17	Machinist mechanic	1.17
Outilleur.	1.22	Toolmaker.	1.22
Peintre.	1.09	Painter.	1.09
Peintre au pistolet.	0.95	Painter (Spray).	0.95
b) Forgeron.	1.11	b) Blacksmith.	1.11
c) Préposé au fonctionnement des machines.	0.94	c) Machine operator.	0.94
d) Assembleur et ouvrier spécialisé.	1.00	d) Assembler and specialist.	1.00
e) Ouvrier de la production.	0.78	e) Production worker.	0.78
f) Aide.	0.72	f) Helper.	0.72
g) Chef de groupe: Les chefs de groupe doivent recevoir \$0.10 l'heure de plus que le minimum établi dans le décret pour leur classification.		g) Leading Hand: Leading Hands shall receive 10c per hour more than the minimum determined in this decree for their classification.	

Les aides qui ont atteint le taux de \$0.78 l'heure peuvent être employés régulièrement comme "ouvrier de la production", si l'employeur peut le faire.

h) Les apprentis commencent au taux de \$0.56 l'heure et reçoivent une augmentation de \$0.05 l'heure après chaque semestre de travail ininterrompu.

i) Les garçons de 16 à 18 ans inclusivement commencent à \$0.51 l'heure et reçoivent une augmentation de \$0.05 l'heure après chaque semestre de travail ininterrompu. Toutefois, lorsqu'ils atteignent leur 19ème année, ils doivent être classifiés comme aides et rémunérés comme tels:

j) Divers:	Taux horaires
Conducteur de camions, magasinier, préposé à l'expédition et à la réception des marchandises.	\$0.78
k) Salariées:	
inexpérimentée.	0.58
après le premier semestre.	0.67

l) Les salariés faisant partie des équipes de nuit doivent recevoir \$0.05 de plus l'heure que les taux ci-haut mentionnés."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY,

Ministère du Travail,
Québec, le 16 octobre 1948. 23254-o

Helpers who have attained a wage of \$0.78 an hour may be employed regularly as Production Workers, if the employer can arrange accordingly.

h) Apprentices to start at \$0.56 an hour with increase of \$0.05 an hour every six months of continuous service.

i) Boys from 16 to 18 to start at \$0.51 cents an hour with increase of \$0.05 an hour every six months of continuous service. However, on attaining their 19th year they shall be classified as helpers and paid as much.

j) Miscellaneous:	Hourly rates
Truck Driver, Storekeeper, shipping and receiving.	\$0.78

k) Female Worker:	
Unskilled.	0.58
After six months.	0.67

l) Employees working on night shifts shall be paid five cents (\$0.05) an hour in excess of the above rates."

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, October 16, 1948. 23254-o

AVIS DE MODIFICATION

Conformément à la procédure prévue à l'article 8 de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), l'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes qu'il a l'intention de proposer l'approbation des modifications suivantes au décret numéro 972 du 30 juin 1948, relatif à l'industrie et aux métiers de la construction dans la région de Montréal.

1° La dernière ligne du paragraphe "c" de l'article VII sera corrigée et se lira comme suit: "de soixante-cinq dollars et cinquante-quatre cents (\$65.54) par semaine."

2° Les mots "et paysagistes" apparaissant au paragraphe "g" de l'article VII et à la fin de la deuxième phrase de l'article VIII, seront radiés.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY,

Ministère du Travail,
Québec, le 16 octobre 1948. 23255-o

NOTICE OF AMENDMENT

Pursuant to the procedure provided for under section 8 of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that he intends to recommend the approval of the following amendments to the decree number 972 of June 30, 1948, relating to the construction industry and trades in the district of Montreal:

1. The last line of subsection "c" of section VII will be corrected to read as follows: "operators shall be \$65.54 per week."

2. The words "and landscape workmen" mentioned in subsection "g" of section VII and at the end of the second sentence of section VIII will be deleted.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, October 16, 1948. 23255-o

Département du Trésor Assurances

AVIS D'ANNULATION D'ENREGISTREMENT

Avis est donné par les présentes que le permis de "Indiana Lumbermens Mutual Insurance Company", de Indianapolis, Indiana, n'a pas été renouvelé au 1er juillet 1948 et que, en conséquence, son enregistrement a été annulé à compter de la même date.

Cet avis est donné conformément aux dispositions de l'article 121 de la Loi des assurances de Québec.

Donné le 4 octobre 1948, au bureau du Service des assurances, Département du Trésor.

Pour le Trésorier de la Province,

GEORGES LAFRANCE,

23195-41-2-o Surintendant des assurances.

Treasury Department Insurance

NOTICE OF CANCELLATION OF REGISTRATION

Notice is hereby given that the license of "Indiana Lumbermens Mutual Insurance Company" of Indianapolis, Indiana, has not been renewed as at the 1st of July 1948. In consequence, its registration has been cancelled as from the same date.

This notice is given pursuant to the provisions of section 121 of the Quebec Insurance Act.

Given the 4th of October 1948, at the office of the Insurance Branch, Treasury Department.

For the Treasurer of the Province,

GEORGES LAFRANCE,

23195-41-2-o Superintendent of Insurance.

Examen du Barreau — Bar Examination

BARREAU DE QUÉBEC — BAR OF QUEBEC

CANDIDATS POUR L'ADMISSION À L'ÉTUDE DU DROIT — CANDIDATES FOR THE ADMISSION TO THE STUDY OF LAW

Noms Names	Prénoms Surnames	Age	Résidence Residence	Collèges Colleges
Choquette	Guy	21	Québec	Pensionnat St-Louis de Gonzague et Séminaire de Québec.
Dufour	Marcel	25	Québec	Collège Ste-Anne de la Pocatière et École Michaud, Québec.
Richard	Evariste	24	Leclercville	École Primaire et Séminaire de Québec.
Fleury	Jacques	23	Giffard	Externat St-Jean Eudes.
Maltais	Armand	35	Québec	Séminaire de Gaspé.

Québec, le 6 octobre 1948 — Quebec, October 6th, 1948.

23221-41-2-o

Le Secrétaire du Barreau de Québec,
ROGER THIBAudeau,
Secretary of the Bar of Quebec.

Liquidation, avis de :

Avis est donné que, lors d'une assemblée générale des membres du syndicat coopératif à responsabilité limitée "La Madeleine", de Grindstone, comté des Îles-de-la-Madeleine, tenue le 28 juin 1948, une résolution a été dûment adoptée concernant la liquidation et la dissolution dudit syndicat coopératif, conformément aux dispositions de la Loi de la liquidation volontaire des compagnies à fonds social, et que Monsieur Armand Painchaud, de Havre-Aubert, Îles-de-la-Madeleine, a été nommé liquidateur.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province le 27 septembre 1948.

Le Sous-secrétaire de la Province,
23239-o JEAN BRUCHÉSI.

Winding up Notice :

Notice is given that at a general meeting of the members of the Cooperative Syndicate "La Madeleine" Limited Liability, of Grindstone, county of the Magdalen Islands, held on June 28, 1948, a resolution was duly adopted respecting the winding-up and dissolution of the said cooperative syndicate, in conformity with the provisions of the Winding-up Act, and that Mr. Armand Painchaud, of Havre-Aubert, Magdalen Islands, has been appointed Liquidator.

Dated at the office of the Provincial Secretary, September 27, 1948.

23239 JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

Nominations

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil

Appointments

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the

exécutif, de nommer par lettres patentes sous le grand sceau de la Province, au nom de Sa Majesté, la personne dont le nom suit, savoir:

Executive Council, to appoint by letters patent under the Great Seal of the Province, in the name of His Majesty, the person whose name follows, to wit:

Québec, 19 mai 1948.

M. Marc Fortin, de Noranda, avocat, membre du Barreau de la Province: conseil en loi du Roi.

Quebec, May 19, 1948.

Mr. Marc Fortin, of Noranda, advocate, member of the Bar of the Province: King's Counsel.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, et par commissions, de faire les nominations suivantes:

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council, and by Commission, to make the following appointments:

Québec, 22 septembre 1948.

M. Jules Landry, avocat, de la cité d'Arvida: recorder pour la cité d'Arvida.

Quebec, September 22, 1948.

Mr. Jules Landry, advocate, of the city of Arvida: to be Recorder for the city of Arvida.

MM. D.-L. Préville et Léon Tremblay, de Matane: nommés pour agir conjointement et à compter du 1er octobre 1948, sous le nom de "Préville et Tremblay," en qualité de registraire de la division d'enregistrement de Matane.

Messrs. D. L. Préville and Léon Tremblay, of Matane: appointed to act jointly as from the 1st of October, 1948, under the name of "Préville et Tremblay", ad registrar for the Registration Division of Matane.

Québec, 29 septembre 1948.

M. Joseph Luther van Blarcom, constable de la Police Montée Royale Canadienne, de Moose Factory, Baie James: commissaire *per dedimus potestatem*.

Quebec, September 29, 1948.

Mr. Joseph Luther van Blarcom, constable of the Royal Canadian Mounted Police, of Moose Factory, James Bay: to be Commissioner *per dedimus potestatem*.

M. Irénée Lagarde, avocat et conseil en loi du Roi, de la cité de Montréal: juge des sessions, avec résidence dans la cité de Montréal ou les environs, à compter du 16 octobre 1948 inclusivement.

Mr. Irénée Lagarde, advocate and King's Counsel, of the city of Montreal: to be a Judge of the Sessions, with residence in the city of Montreal or its surroundings, as from the 16th of October, 1948, inclusively.

M. Pascal Lachapelle, avocat et conseil en loi du Roi, domicilié dans la cité de Montréal: recorder à la Cour du recorder de la cité de Montréal et recorder de la cité de Montréal, à compter du 16 octobre 1948 inclusivement.
23268-o

Mr. Pascal Lachapelle, advocate and King's Counsel, domiciled in the city of Montreal: to be Recorder of the Recorder's Court of the City of Montreal and Recorder for the City of Montreal, as from the 16th of October, 1948, inclusively.
23268

Sièges sociaux

Head Offices

Province de Québec — District de Montréal

Province of Quebec — District of Montreal

Je, Paul Guimond, de la Cité de Montréal, Président de "Paul Guimond Limited", corporation légalement constituée par Lettres Patentes émises par le Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec, ayant sa principale place d'affaires en la Cité de Montréal,

I, Paul Guimond, of the City of Montreal, President of "Paul Guimond Limited", a corporation legally constituted by Letters Patent issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, having its principal place of business in the City of Montreal,

Donne par les présentes avis que le Bureau Chef de "Paul Guimond Limited" a été transféré de 753 rue Jarry, Montréal, à 945 Avenue Beaumont, Montréal.

Do hereby give notice that the Head Office of "Paul Guimond Limited" was transferred from 753 Jarry Street, Montreal, to 945 Beaumont Avenue, Montreal.

En foi de quoi j'ai signé les présentes à Montréal, ce 18 septembre 1948.

In witness whereof I have signed these presents at Montreal, this 18th day of September 1948.

23240-o PAUL GUIMOND.

23240-o PAUL GUIMOND.

SIEGE SOCIAL

HEAD OFFICE

"Extrait des Minutes d'une assemblée des directeurs de "Roy Assurance Inc.", tenue le 2 septembre 1948:

"Excerpt from the minutes of a meeting of the directors of "Roy Assurance Inc." held on September 2, 1948:

Résolu que le bureau-chef de la compagnie soit situé à 79 de la rue St-Louis, en la cité de Québec."

Resolved that the head office of the company be situate at 79 St. Louis Street, in the city of Quebec."

Vraie copie.
[Sceau]

True copy.
[Seal]

Le Secrétaire,
WILBROD BHERER.

WILBROD BHERER,
Secretary.

23256-o

23256

COMBUSTION INC.

"Combustion Inc." a sa principale place d'affaires à 121 côte d'Abraham, Québec.

Le Secrétaire,
N. RIVEST.

23257-o

COMBUSTION INC.

"Combustion Inc." has its head office at 121 Côte d'Abraham, Québec.

N. RIVEST,
Secretary.

23257

Soumissions

CITÉ DES TROIS-RIVIÈRES

Emprunt de \$575,000.00

Avis est, par les présentes, donné que le Conseil de la Cité des Trois-Rivières, recevra d'hui au deuxième jour de novembre 1948, à huit heures P.M., au bureau du Greffier de la Cité, des soumissions écrites, cachetées et endossées "Soumission pour obligations de la Cité des Trois-Rivières", pour l'achat de CINQ CENT SOIXANTE-QUINZE MILLE DOLLARS (\$575,000.00) d'obligations, émises en vertu du règlement No 167, datées du 1er novembre 1948, remboursables par une série de paiements annuels échéant du 1er novembre 1949 au 1er novembre 1963.

Les susdites obligations porteront intérêt, aux taux de 3% pour les obligations échéant de 1949 à 1958, 3½% pour les obligations échéant de 1959 à 1962 et 3¼% pour les obligations échéant en 1963. L'intérêt sera payable semi-annuellement le 1er mai et le 1er novembre de chaque année.

Le capital et les intérêts sur les susdit emprunt seront payables au choix du détenteur, à chacune des succursales de la banque mentionnée dans le règlement, situées dans les Cités des Trois-Rivières, de Montréal ou de Québec.

Ces obligations seront émises par coupures de \$1,000.00.

Les susdites obligations sont émises sous l'autorité du chapitre 212 des statuts refondus de Québec 1941, et seront sujettes au rachat par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Les soumissions seront prises en considération, à la séance du Conseil, le 2 novembre 1948, à 8 heures du soir, ou aussitôt que le Conseil ou sa Commission Permanente pourront le faire.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque dûment visé par une banque à charte du Canada à l'ordre de la Cité des Trois-Rivières, pour un montant égal à 1% de la valeur au pair de l'émission. Le chèque du soumissionnaire, dont l'offre sera acceptée, lui sera remis après l'exécution de son contrat, sans intérêt.

L'intérêt couru sur les obligations devra s'ajouter au prix offert au moment de leur livraison.

La Cité des Trois-Rivières se réserve le droit de rejeter aucune ou toute offre de soumission ou d'accepter en tout ou en partie aucune des soumissions, sujet à ratification par la Commission Municipale de Québec.

Les détails de cette émission, ainsi que le tableau des échéances annuelles, pourront être obtenus en s'adressant au soussigné.

Hôtel de Ville, Trois-Rivières, Qué., le 13 octobre 1948.

Le Trésorier de la Cité,
JACQUES DENECHAUD.

23262-o

Tenders

CITY OF TROIS-RIVIÈRES

Loan of \$575,000.00

Notice is hereby given that the Council of the City of Trois-Rivières will receive until the second day of November 1948, at eight o'clock P.M., at the office of the City Clerk, written sealed tenders, endorsed "Tender for the City of Trois-Rivières Bonds", for the purchase of said City of Trois-Rivières Bonds, amounting to FIVE HUNDRED AND SEVENTY FIVE THOUSAND DOLLARS (\$575,000.00), issued under By-Law No. 167, dated 1st November 1948 and redeemable by series of annual payments, maturing from 1st November 1949 to 1st November 1963.

The above bonds will bear interest at the rate of 3% on bonds maturing from 1949 to 1958, 3½% on bonds maturing from 1959 to 1962 and 3¼% on bonds maturing in 1963. The interest will be payable semi-annually, on the 1st May and 1st November of each year.

Both the principal of these bonds and the interest thereon will be payable at the holder's option, at any branch of the bank mentioned in the By-Law, located in the Cities of Trois-Rivières, Montreal or Québec.

The Bonds will be issued in denominations of \$1,000.00.

The said Bonds will be issued under authority of Chapter 212, revised statutes of Québec, 1941, and will be subject to redemption by anticipation, in whole or in part, at par, on any interest maturity date, however in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

The tenders will be considered at the meeting of the Council of the City of Trois-Rivières, the 2nd November 1948, at eight o'clock P.M., or so soon thereafter as the Council or its Committee can do so.

Each tender must be accompanied by a certified cheque from a chartered bank of Canada payable to the City of Trois-Rivières, equal to 1% of the par value of the issue. The cheque of the tenderer whose offer is accepted shall be handed to him after the completion of his contract, without interest.

The accrued interest on the bonds must be added to the price of the bonds at the time of their delivery.

The City of Trois-Rivières reserves the right to reject any or all of the tenders or to accept in whole or in part any of the tenders, subject to ratification by the Québec Municipal Commission.

Particulars of the issue and table of maturities of the bonds may be secured on application to the undersigned.

City Hall, Trois-Rivières, Que., 13th October, 1948.

JACQUES DENECHAUD,
City Treasurer.

23262-o

Province de Québec — District de Montréal

VILLE DE DORVAL
(COMTÉ DE JACQUES-CARTIER)

Province of Quebec — District of Montreal

TOWN OF DORVAL
(COUNTY JACQUES-CARTIER)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées, et endossées, sur l'enveloppe "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné au bureau de l'Hôtel de Ville, 40 rue Martin, Dorval, jusqu'à 4 heures de l'après-midi le 3 novembre 1948, pour l'achat d'obligations au montant de \$13,000.00 remboursables en séries 20 ans, datées du premier mai 1948 et émises sous l'autorité du règlement d'emprunt N° 178 du conseil de la ville de Dorval, dans le comté de Jacques-Cartier.

Lesdites soumissions devront mentionner le taux d'intérêt desdites obligations au choix du soumissionnaire, lequel taux ne devra pas cependant excéder 3½% et le taux offert peut être le même ou peut varier suivant les échéances.

L'intérêt sera payable semi-annuellement. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Le premier mai des années	Rachat annuel
1949	\$ 500.00
1950	500.00
1951	500.00
1952	500.00
1953	500.00
1954	600.00
1955	600.00
1956	600.00
1957	600.00
1958	600.00
1959	700.00
1960	700.00
1961	700.00
1962	700.00
1963	700.00
1964	800.00
1965	800.00
1966	800.00
1967	800.00
1968	800.00

Public notice is hereby given that sealed tenders endorsed on the envelope "Tenders for Bonds" shall be received by the undersigned, until four o'clock in the afternoon, november 3rd, 1948, for the purchase of a bond issue of \$13,000.00 redeemable in twenty years series, dated from May 1st, 1948, and issued under authority of loan By-law No. 178 of the council of the town of Dorval in the county of Jacques Cartier.

The interest rate on said bonds shall be at the option of the tender, which rate shall not exceed however 3½% and the rate offered, may be the same for the total issue or may vary according to maturities.

Interest will be payable semi-annually. These bonds will be payable as per the following schedule:

May the 1st of the years	Annual maturities
1949	\$ 500.00
1950	500.00
1951	500.00
1952	500.00
1953	500.00
1954	600.00
1955	600.00
1956	600.00
1957	600.00
1958	600.00
1959	700.00
1960	700.00
1961	700.00
1962	700.00
1963	700.00
1964	800.00
1965	800.00
1966	800.00
1967	800.00
1968	800.00

Le capital et les intérêts seront payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal ou à la succursale de ladite banque à Lachine.

Lesdites obligations seront émises en coupures du \$100.00 chacune, ou de multiples de telle somme datées du premier jour de mai 1948 payables au porteur en monnaie légale du Canada, en Canada seulement.

Lesdites obligations pourront sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec 1941 être rachetées par anticipation en tout ou en partie au pair, à toutes échéances d'intérêt, cependant si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque certifié fait à l'ordre de la Ville de Dorval, pour un montant égal à 1% du montant de la présente émission, et devra spécifier si le prix offert, comprend ou non, les intérêts accrus, sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et prises en considération à la séance régulière du conseil qui se tiendra le trois novembre 1948 à 8.30 p.m. à la salle Municipale, 40 rue Martin, Dorval.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter, ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Daté à Dorval, Qué., ce 13e jour d'octobre 1948.

(Seal)
23260-42-2-o

Le Secrétaire,
J. HECTOR LALONDE.

Capital and interest shall be payable at the bank mentioned in the loan procedure in Montreal or at the branch of the said bank in Lachine.

The said bonds shall be issued in denomination of \$100.00 each or of multiples of such amount dated from the first day of May 1948, payable to bearer, in legal currency of Canada in Canada only.

The said bonds shall in virtue of Chapter 212 of the revised Statutes of the Province of Quebec 1941, be bought before their respective dates of maturity at par in portion, or as a whole however, if such redemption is partial the bonds to be redeemed will be call for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender shall be accompanied with a certified cheque, issued to the order of the town of Dorval equal to 1% of the amount of the present loan, and shall specify, whether price offered, includes or not, the accrued interest on the bonds at the time of their delivery.

Tenders will be opened and taken into consideration, at the regular council meeting, which will be held on the third day of November 1948, at 8.30 p.m. at Town Hall, 40 Martin St. Dorval.

Council reserves the right of accepting neither the highest nor any of the tenders.

Dated at Dorval, Que., this 13th day of October, 1948.

(Seal)
23260-42-2-o

J. HECTOR LALONDE,
Secretary.

Province de Québec

MUNICIPALITÉ DU VILLAGE DE LA MALBAIE
(COMTÉ DE CHARLEVOIX)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné jusqu'à quatre heures de l'après-midi, mardi le 2 novembre 1948, pour l'achat de \$39,000.00 d'obligations de la corporation municipale du village de La Malbaie, datées du 1er novembre 1948 et remboursables en séries du 1er novembre 1949 au 1er novembre 1968 inclusivement, avec intérêt à un taux n'excédant pas 3½% par année payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le taux offert peut être le même ou peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement— 39,000.00—20 ans

Année	Capital
1er novembre 1949.	\$1,500.00
1er novembre 1950.	1,500.00
1er novembre 1951.	1,500.00
1er novembre 1952.	1,500.00
1er novembre 1953.	1,500.00
1er novembre 1954.	1,500.00
1er novembre 1955.	1,500.00
1er novembre 1956.	2,000.00
1er novembre 1957.	2,000.00
1er novembre 1958.	2,000.00
1er novembre 1959.	2,000.00
1er novembre 1960.	2,000.00
1er novembre 1961.	2,000.00
1er novembre 1962.	2,000.00
1er novembre 1963.	2,000.00
1er novembre 1964.	2,500.00
1er novembre 1965.	2,500.00
1er novembre 1966.	2,500.00
1er novembre 1967.	2,500.00
1er novembre 1968.	2,500.00

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, à Québec ou à La Malbaie, comté de Charlevoix.

Ces obligations pourront être rachetées par anticipation, au pair, à toute échéance d'intérêt, sous l'autorité du chapitre 212, Statuts Refondus de Québec, 1941; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue le deux novembre 1948, à huit heures de l'après-midi, en la salle de l'École Supérieure de La Malbaie.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

La Malbaie, comté de Charlevoix, ce quatorze octobre 1948.

Le Secrétaire-trésorier,
J.-ADJUTOR PERRON.

23261-42-2-o

Province of Quebec

MUNICIPALITY OF THE VILLAGE OF LA MALBAIE
(COUNTY OF CHARLEVOIX)

Public notice is hereby given that sealed tenders and endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned until 4 o'clock in the afternoon Tuesday, the 2nd day of the month of November 1948, for the purchase of an issue of \$39,000 of bonds of the municipal corporation of the Village of La Malbaie, dated November 1st, 1948 and redeemable serially from November 1st, 1949 to November 1st, 1968 inclusively, with interest at a rate not to exceed 3½% per annum, payable semi-annually on the 1st of May and on the 1st of November of each year.

The rate of interest may be the same or may vary according to maturities. The table of redemption is as follows:

Table of redemption— 39,000.00—20 years

Year	Capital
November 1st, 1949.	\$1,500.00
November 1st, 1950.	1,500.00
November 1st, 1951.	1,500.00
November 1st, 1952.	1,500.00
November 1st, 1953.	1,500.00
November 1st, 1954.	1,500.00
November 1st, 1955.	1,500.00
November 1st, 1956.	2,000.00
November 1st, 1957.	2,000.00
November 1st, 1958.	2,000.00
November 1st, 1959.	2,000.00
November 1st, 1960.	2,000.00
November 1st, 1961.	2,000.00
November 1st, 1962.	2,000.00
November 1st, 1963.	2,000.00
November 1st, 1964.	2,500.00
November 1st, 1965.	2,500.00
November 1st, 1966.	2,500.00
November 1st, 1967.	2,500.00
November 1st, 1968.	2,500.00

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure, in Montreal, Quebec or La Malbaie, county of Charlevoix.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, redeemable by anticipation at par, at any interest payment date; however, if such redemption be partial, the bonds to be called for payment shall be in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque of 1% of the amount of the present issue and must specify whether accrued interest on the bonds, at the time of their delivery, is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on the 2nd of the month of November 1948, at 8 o'clock in the afternoon, at the hall of the Superior Academy of La Malbaie.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

La Malbaie, county of Charlevoix, this 14th day of October, 1948.

J.-ADJUTOR PERRON,
Secretary-Treasurer.

23261-42-2-o

Province de Québec

VILLE DE RICHMOND
(COMTÉ DE RICHMOND)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné jusqu'à quatre heures de l'après-midi, le deuxième jour du mois de novembre 1948, pour l'achat de \$17,000.00 d'obligations de la ville de Richmond, comté de Richmond, datées du deuxième jour du mois de juillet 1948 et remboursables en séries du deuxième jour du mois de juillet 1949 au deuxième jour du mois de juillet 1968 inclusivement, avec intérêt à un taux n'excédant pas 3½% payable semi-annuellement les 2 janvier et 2 juillet de chaque année. Le taux d'intérêt offert peut être le même ou peut varier suivant les échéances.

Tableau d'amortissement, 20 ans — \$17,000.00

Année	Capital
2 juillet 1949	500.00
2 juillet 1950.	500.00
2 juillet 1951.	500.00
2 juillet 1952.	600.00
2 juillet 1953.	600.00
2 juillet 1954.	600.00
2 juillet 1955.	700.00
2 juillet 1956.	700.00
2 juillet 1957.	700.00
2 juillet 1958.	800.00
2 juillet 1959.	800.00
2 juillet 1960.	800.00
2 juillet 1961.	800.00
2 juillet 1962.	800.00
2 juillet 1963.	1,000.00
2 juillet 1964.	1,000.00
2 juillet 1965.	1,100.00
2 juillet 1966.	1,200.00
2 juillet 1967.	1,500.00
2 juillet 1968.	1,800.00

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, à Montréal, à Québec et à Richmond.

Ces obligations pourront, en vertu du chapitre 212, Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance régulière du conseil qui sera tenue mardi le deuxième jour du mois de novembre, 1948, à huit heures du soir, à l'hôtel de ville.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Donné à Richmond, ce sixième jour du mois d'octobre 1948.

Le Secrétaire-trésorier,
23247-42-2-o G. MARVEAU ALEXANDER.

Province de Québec

MUNICIPALITÉ DU VILLAGE DE LAC-CARRÉ
(COMTÉ DE TERREBONNE)

Avis public est, par les présentes, donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumis-

Province of Quebec

TOWN OF RICHMOND
(COUNTY OF RICHMOND)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned up to four o'clock in the afternoon of the second day of the month of November, 1948, for the purchase of \$17,000.00 of bonds of the Town of Richmond, County of Richmond, dated the 2nd day of July, 1948 and redeemable serially from the 2nd of July, 1949, to the 2nd day of July, 1968, inclusively, with interest at a rate not exceeding 3½% payable semi-annually on the 2nd of January and on the 2nd of July of each year. The rate of interest offered may be the same for the total issue or may vary according to maturities.

Table of Redemption, 20 years — \$17,000.00

Year	Capital
July 2, 1949	\$ 500.00
July 2, 1950	500.00
July 2, 1951	500.00
July 2, 1952	600.00
July 2, 1953	600.00
July 2, 1954	600.00
July 2, 1955	700.00
July 2, 1956	700.00
July 2, 1957	700.00
July 2, 1958	800.00
July 2, 1959	800.00
July 2, 1960	800.00
July 2, 1961	800.00
July 2, 1962	800.00
July 2, 1963	1,000.00
July 2, 1964	1,000.00
July 2, 1965	1,100.00
July 2, 1966	1,200.00
July 2, 1967	1,500.00
July 2, 1968	1,800.00

Capital and interest will be payable at the bank mentioned in the loan procedure, at Montreal, at Quebec and at Richmond.

Said bonds may, under the authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, be redeemed by anticipation, at par, on any interest payment date; however, if such redemption be partial, the bonds to be redeemed shall be called in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the loan and must specify whether the price offered includes or does not include accrued interest on the bonds to the time of their delivery.

Tenders will be opened and considered at a regular meeting of the Council to be held on Tuesday, the second day of the month of November, 1948, at eight o'clock in the evening, in the Town Hall.

The Council does not bind itself to accept the highest nor any of the tenders.

Given at Richmond, this sixth day of the month of October, 1948.

G. MARVEAU ALEXANDER,
23247-42-2-o Secretary-Treasurer.

Province of Quebec

MUNICIPALITY OF THE VILLAGE OF LAC-CARRÉ
(COUNTY OF TERREBONNE)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be

sions pour obligations" seront reçues par le sousigné jusqu'à six heures de l'après-midi, le 4 novembre 1948, pour l'achat de \$25,000 d'obligations de la Municipalité du Village de Lac-Carré, datées du 1er septembre 1948 et remboursables en séries du 1er septembre 1949 au 1er septembre 1963 inclusivement, avec intérêt à un taux n'excédant pas 3½% payable semi-annuellement les 1er mars et 1er septembre de chaque année. Le taux offert peut être le même ou peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$25 000 — 15 ans.

Année	capital
1er septembre 1949	\$ 500.00
1er septembre 1950	500.00
1er septembre 1951	500.00
1er septembre 1952	500.00
1er septembre 1953	500.00
1er septembre 1954	500.00
1er septembre 1955	500.00
1er septembre 1956	500.00
1er septembre 1957	500.00
1er septembre 1958	500.00
1er septembre 1959	500.00
1er septembre 1960	500.00
1er septembre 1961	500.00
1er septembre 1962	500.00
1er septembre 1963	18,000.00

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, à Montréal, à Québec ou à Ste-Agathe-des-Monts.

Ces obligations pourront être rachetées par anticipation, au pair, à toute échéance d'intérêt, en vertu du chapitre 212, Statuts refondus de Québec, 1941; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance régulière du conseil municipal qui sera tenue le 4 novembre 1948, à 8 heures du soir, au lieu ordinaire des séances, à l'école du village de Lac-Carré.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Lac-Carré, comté de Terrebonne, ce douzième jour d'octobre 1948.

Le Secrétaire-trésorier,
ED. BOIVIN. 23246-o

Province de Québec — District d'Abitibi

COMMISSION SCOLAIRE DU VILLAGE
DE LASARRE

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées: "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné jusqu'à cinq heures de l'après-midi le quatre novembre 1948 pour l'achat de \$300,000.00 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire du Village de LaSarre, comté d'Abitibi-Ouest, datées du 1er novembre 1948, et remboursables en séries du 1er novembre 1949 au 1er novembre 1963 inclusivement à un taux d'intérêt n'excédant pas 3½% payable les 1er mai et 1er novembre

received by the undersigned up to six o'clock in the evening of the 4th day of November, 1948, for the purchase of \$25,000 of bonds of the Municipality of the Village of Lac-Carré, dated September 1, 1948, and redeemable serially from the 1st of September 1949, to the 1st of September 1963, inclusively, with interest at a rate not exceeding 3½% payable semi-annually the 1st of March and 1st of September of each year. The rate offered may be the same or may vary according to maturities. The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$25,000 — 15 years

Year	Capital
1st September 1949	\$ 500.00
1st September 1950	500.00
1st September 1951	500.00
1st September 1952	500.00
1st September 1953	500.00
1st September 1954	500.00
1st September 1955	500.00
1st September 1956	500.00
1st September 1957	500.00
1st September 1958	500.00
1st September 1959	500.00
1st September 1960	500.00
1st September 1961	500.00
1st September 1962	500.00
1st September 1963	18,000.00

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure, at Montreal, Quebec or at Ste-Agathe-des-Monts.

The said bonds may be redeemed by anticipation, at par, on any interest payment date, under authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941; however, if such redemption be partial, the bonds to be redeemed will be called in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque equal to 1% of the amount of the loan and must specify whether the price offered includes or does not include accrued interest on the bonds to time of their delivery.

Tenders will be opened and considered at a regular meeting of the municipal council to be held on the 4th day of November, 1948, at eight o'clock in the evening, at the usual meeting place, the village school of Lac-Carré.

The council does not bind itself to accept the highest nor any of the tenders.

Lac-Carré, county of Terrebonne, this twelfth day of October, 1948.

ED. BOIVIN,
Secretary-Treasurer. 23246

Province of Quebec — District of Abitibi

SCHOOL COMMISSION OF THE VILLAGE
OF LASARRE

Public notice is hereby given that sealed tenders endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned up to five o'clock in the afternoon of the fourth day of November, 1948, for the purchase of \$300,000 of bonds of the school commissioners for the school municipality of the village of LaSarre, county of Abitibi-West, dated the 1st of November, 1948, and redeemable serially from the 1st of November, 1949, to the 1st of November 1963, inclusively, at a rate of interest not exceeding 3½% payable the 1st of May and 1st of November

de chaque année. Le taux d'intérêt offert peut être le même ou peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

of each year. The rate of interest offered may be the same or may vary according to maturities. The table of redemption is as follows:

1er novembre 1949	x \$26,500.00
1er novembre 1950	x 27,500.00
1er novembre 1951	x 28,000.00
1er novembre 1952	x 29,000.00
1er novembre 1953	x 30,000.00
1er novembre 1954	x 31,000.00
1er novembre 1955	x 31,500.00
1er novembre 1956	3,000.00
1er novembre 1957	3,000.00
1er novembre 1958	3,000.00
1er novembre 1959	3,000.00
1er novembre 1960	3,000.00
1er novembre 1961	3,500.00
1er novembre 1962	3,500.00
1er novembre 1963	74,500.00

November 1st, 1949	x \$26,500.00
November 1st, 1950	x 27,500.00
November 1st, 1951	x 28,000.00
November 1st, 1952	x 29,000.00
November 1st, 1953	x 30,000.00
November 1st, 1954	x 31,000.00
November 1st, 1955	x 31,500.00
November 1st, 1956	3,000.00
November 1st, 1957	3,000.00
November 1st, 1958	3,000.00
November 1st, 1959	3,000.00
November 1st, 1960	3,000.00
November 1st, 1961	3,500.00
November 1st, 1962	3,500.00
November 1st, 1963	74,500.00

Les x indiquent les versements d'un octroi au montant total de \$209,300.00 promis par le Secrétaire de la Province et payable en sept versements de \$29,900.00 chacun.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, à toutes ses succursales dans la province de Québec.

Lesdites obligations pourront, en vertu des dispositions du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec 1941, être rachetées par anticipation, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des Commissaires d'Écoles du Village de LaSarre devant être tenue le 4 novembre 1948 à 8 hrs p.m. au bureau du secrétaire-trésorier.

Les Commissaires d'écoles du Village de LaSarre se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Signé à LaSarre, le 9 octobre 1948.
(Scellé) Le Secrétaire-trésorier,
JULES LAVIGNE, N.P.

23263-0

The letter x indicates payments of a grant to the total amount of \$209,300 promised by the Provincial Secretary and payable in seven instalments of \$29,900 each.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure, at any of its branches in the Province of Quebec.

The said bonds may be redeemed by anticipation, at par, on any interest payment date, under authority of chapter 212 of the Revised Statutes of Quebec 1941, however, if such redemption be partial, the bonds to be redeemed will be called in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque equal to 1% of the amount of the loan and must specify whether the price offered includes or does not include accrued interest on the bonds to time of their maturity.

Tenders will be opened and considered at a meeting of the School Commissioners of the Village of LaSarre, to be held on the 4th of November, 1948, at 8 o'clock p.m., in the office of the Secretary-Treasurer.

The School Commissioners of the Village of LaSarre do not bind themselves to accept the highest nor any of the tenders.

Signed at LaSarre, October 9, 1948.
(Seal) JULES LAVIGNE, N.P.,
Secretary-Treasurer.

23263

Ventes par licitations

Sales by Licitations

AVIS DE VENTE PAR LICITATION

SALE BY LICITATION

Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure, N° 263457

Avis public est donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure siégeant à Montréal, le 1er octobre 1948, dans une cause dans laquelle sont demandeurs: 1° Luc Antigna, agent de Asnières, France, 2° Dame Jacqueline Gauthier, des cité et district de Montréal, veuve de Lorenzo Desputeau, en son vivant agent du même lieu, 3° Dame Gabrielle Gauthier, de la Cité d'Outremont, district de Montréal, épouse de Charles Longpré, comptable du même lieu, et ce dernier pour autoriser sa dite épouse aux fins des présentes, et 4° Trust Général du Canada, corporation ayant son principal bureau d'affaires dans les cité et district de Montréal, et dans laquelle cause est défendeur, Jacques Gauthier, ci-devant des

Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. 263457.

Public notice is given pursuant to a judgment of the Superior Court, sitting at Montreal, on the 1st of October, 1948, in a case wherein are plaintiffs: 1. Luc Antigna, agent of Asnières, France, 2. Dame Jacqueline Gauthier, of the City and district of Montreal, unmarried widow of Lorenzo Desputeau, in his lifetime agent of the same place, 3. Dame Gabrielle Gauthier, of the City of Outremont, district of Montreal, wife of Charles Longpré, accountant of the same place, and the latter to authorize his said wife for the purposes hereof, and 4. Trust General du Canada, a body politic and corporate duly incorporated, having its head office in the city of Montreal, said district, and wherein is defendant, Jacques Gauthier, form-

city et district de Montréal, et maintenant en lieux inconnus et déclaré absent, et 1° Dame Nellie Fetch, épouse du dit Jacques Gauthier, 2° Charles Gauthier et 3° Andrew Gauthier, en leur qualité d'envoyé en possession provisoire, sont mis-en-cause, la licitation des immeubles, désignés comme suit, a été ordonnée, savoir:

a) Un emplacement ayant front sur la rue Fullum en la Cité de Montréal, connu et désigné sous le numéro mille cinq cent soixante (1560) aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre officiel du quartier Sainte-Marie, en la dite cité de Montréal; mesurant trente-deux pieds de largeur sur quatre-vingt-cinq pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, borné en front par la rue Fullum, en profondeur par le lot 1561 d'un côté par le numéro 1559 et de l'autre côté par le numéro 1562 du même cadastre.

Avec constructions dessus érigées portant les numéros 539 et 541 de la rue Fullum, et circonstances et dépendances

b) Un emplacement ayant front sur la rue Saint-Hubert en la Cité de Montréal, étant la partie sud-est du lot de terre connu et désigné sous le numéro neuf de la subdivision du numéro principal huit cent quarante-six (846 ptie S.E.-9) au cadastre officiel du quartier Saint-Jacques, mesurant vingt pieds et dix pouces de largeur, sur une profondeur de cent quarante-cinq pieds, mesure française et plus ou moins; borné en front par la rue Saint-Hubert, en arrière par une ruelle commune; du côté Sud-Est par le numéro 846-8 et du côté Nord-Ouest par le résidu du dit lot numéro 846-9.

Avec bâtisses dessus érigées portant les numéros 1684-86 de la rue Saint-Hubert, et circonstances et dépendances.

c) Un emplacement ayant front sur la rue Notre-Dame, en la Cité de Montréal, étant la partie Nord-Est du lot de terre connu et désigné sous le numéro mille cinq cent quatre-vingt-quinze, (1595) au cadastre officiel du quartier Sainte-Marie; mesurant, la dite partie, cent deux pieds de largeur par une profondeur de quatre-vingt-onze pieds, mesure anglaise et plus ou moins, borné en front par la rue Notre-Dame, Est, en arrière par le lot numéro 1594; du côté Nord-Est par la rue Poupart et de l'autre côté au Sud-Ouest par le résidu du lot 1595 au dit cadastre officiel.

Avec les bâtisses dessus érigées portant les numéros 2432 à 2446 de la rue Notre-Dame, Est, et circonstances et dépendances.

Lesdits immeubles ci-dessus désignés seront vendus à l'enchère, et adjugés au plus offrant et dernier enchérisseur le DIX-NEUVIEME jour de NOVEMBRE 1948, par cette Cour, au Palais de Justice, district de Montréal, à DIX heures et DEMIE de l'avant-midi, à la chambre 31, ou dans toute autre chambre de la dite Cour Supérieure, désignée par le Juge pour les fins de ladite vente, sujets aux clauses, charges et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au Greffe du Prothonotaire de ladite Cour.

Toutes oppositions afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à ladite licitation devront être déposées au Greffe du Prothonotaire, au moins douze jours avant la date fixée pour les dites vente, et adjudication, et toutes oppositions afin de conserver devront être déposées dans les six jours après l'adjudication, à défaut de quoi le droit de le faire sera éteint par forclusion conformément à la loi.

erly residing in the City of Montreal, district of Montreal, and now in parts unknown, and 1. Dame Nellie Fetch, wife of the said Jacques Gauthier, 2. Charles Gauthier and 3. Andrew Gauthier, in their quality of provisional possessors, are mis en cause, the licitation of the immovables, described as follows, has been ordered, to wit:

a) An emplacement fronting on Fullum Street in the City of Montreal, known and designated on the Official Plan and in the Book of Reference for St. Mary's Ward of the City of Montreal, under number one Thousand five hundred and sixty (1560); measuring thirty two feet in width by a total depth of eighty five feet, English measure; bounded in front by Fullum Street, in rear by Lot 1561; on one side by lot 1559 and on the other side by lot 1562.

With buildings thereon erected bearing civic numbers 539-541 Fullum Street, and members and appurtenances.

b) An emplacement fronting on St. Hubert Street, in the City of Montreal, forming the South East portion of lot known and designated as subdivision nine of lot number eight Hundred and forty six (846 pt. S.E.-9) on the Official Plan and in the Book of Reference of St. James Ward; measuring twenty-feet and ten inches in width by a depth of one Hundred and forty five feet, French measure, and more or less; bounded in front by St. Hubert Street; in rear by a common lane; on one side to the South East by lot 846-8; on the other side to the North West by the remainder of said lot 846-9.

With buildings thereon erected, bearing civic numbers 1684-86 St. Hubert Street; and members and appurtenances.

c) An emplacement fronting on Notre-Dame Street in the City of Montreal, forming the North East portion of lot known and designated under number one Thousand five hundred and ninety five (1595) on the Official Plan and in the Book of Reference of St. Mary's Ward; measuring the said portion one Hundred and two feet in width, by ninety one feet in depth; English measure, and more or less; bounded in front by Notre Dame Street East; in the rear by lot 1594; on one side to the North East by Poupart Street, on the other side to the South West by the residue of lot 1595, on the said Official Plan.

With buildings thereon erected bearing numbers 2432 to 2446 Notre Dame Street East, and members and appurtenances.

The above described immovables will be sold by auction, and adjudged to the highest and last bidder, on the NINETEENTH day of NOVEMBER 1948, by the said Court, in the Court House, district of Montreal, at HALF PAST TEN o'clock in the forenoon, in Room 31, or in any other room of the said Superior Court, designated by the Judge for the purpose of the said sale, subject to the clauses, charges and conditions indicated in the list of charges files in the Office of the Prothonotary of the said Court.

Any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation must be filed in the Office of the Prothonotary at least twelve days before the date fixed for the said sale and adjudication and any opposition for payment must be made within the six days following the adjudication, and failing the parties to file the said opposition in the delay prescribed they shall be foreclosed from so doing according to law.

Un dépôt de \$1,000.00 est requis pour enchérir sur chacun desdits immeubles à la dite vente.

Montréal, le 12 octobre 1948.

Le Procureur des demandeurs,
23248-42-2-o CHARLES-H. DESJARDINS.

A deposit of \$1,000.00 is required before bidding on each of the said immovables of the said sale.

Montreal, October 12th 1948.

CHARLES-H. DESJARDINS,
23248-42-2-o Attorney for plaintiffs.

Cause N° 9962. Parties: Joseph Deguire, bourgeois, des Cité et District de Montréal, es-qualité d'héritier de Joséphine Lapierre, demandeur; vs Paul, Pierre, Xavier, Joseph Lapierre et Donald Lapierre, fille majeure, tous de Monckland, Province d'Ontario, Rose Anna Lapierre, épouse commune en biens de M. Lapierre et ce dernier tant personnellement que pour autoriser son épouse, d'adresse inconnue, Marie Anne Volkoff, épouse séparée de biens de M. Volkoff et ce dernier pour autoriser son épouse, de Hamilton, Province d'Ontario, Frank et Albert Ouellet, d'adresse inconnue, es-qualité d'héritiers de Joséphine Lapierre, défendeurs.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure siégeant à Saint-Jérôme, dans le district de Terrebonne, rendu le cinq octobre mil neuf cent quarante-huit, dans une cause dans laquelle Joseph Deguire, rôtisseur, domicilié à l'Abord à Plouffe, est le demandeur, ordonnant la licitation de certains immeubles désignés comme suit, savoir:

1. a) Un morceau de terre situé en la paroisse de St-Adolphe, comté d'Argenteuil, faisant partie du lot connu et désigné sous le numéro vingt-deux (P. N° 22) du deuxième rang du canton Howard, aux plan et livre de renvoi officiels dudit canton, dans le comté d'Argenteuil, avec maison, grange, et autres bâtiments dessus construits; lequel morceau de terre est borné comme suit: au sud par la route nationale de même qu'à l'est; au nord par le lot N° 23 du même rang, et à l'ouest par partie du lot N° 22 du 3ème rang du même canton; et

b) Un morceau de terrain faisant partie dudit lot numéro vingt-deux (P. N° 22) dans ledit deuxième rang du canton Howard, aux plan et livre de renvoi officiels susdits; borné en front au nord par la route nationale; au sud par le Lac Barbotte, à l'ouest par un ruisseau reliant le lac Barbotte au Lac Long, et à l'est par partie dudit lot N° 22 appartenant à John Davies. A noter que la longueur de ce terrain de l'est à l'ouest et mesurée le long de la route nationale est de trois cent quatre-vingt-treize pieds (393') plus ou moins;

c) Un emplacement faisant partie du lot numéro vingt-deux (P. N° 22) dudit deuxième rang du canton Howard et borné comme suit: à l'ouest et au sud-ouest par la route nationale; à l'est par la ligne de division entre le premier et le deuxième rang du canton Howard, au nord par le lot N° 23 du deuxième rang du canton Howard et au sud par partie du lot N° 21A du deuxième rang dudit canton.

2. Un certain emplacement connu et désigné comme faisant partie du lot numéro vingt-deux (P. N° 22) dans le deuxième rang du canton Howard, aux plan et livre de renvoi officiels susdits; mesurant deux cent quatre-vingt-treize pieds (293') de largeur plus ou moins, mesure anglaise; borné au nord par le chemin public, au sud par le lac Barbotte, à l'ouest par autre partie du même lot appartenant à Dame Joséphine Lapierre et à l'est par un gros cap de roche.

Les immeubles ci-dessus désignés seront mis à

Case No. 9962. Parties: Joseph Deguire, gentleman, of the city and district of Montreal, es-qualité of heir of Josephine Lapierre, plaintiff; vs Paul, Pierre, Xavier, Joseph Lapierre and Donald Lapierre, spinster, all of Monckland, Province of Ontario, Rose Anna Lapierre, wife common as to property of Mr. Lapierre and the latter both personally and to authorize his wife, address unknown, Marie Anne Volkoff, wife separate as to property of M. Volkoff and the latter to authorize his wife, of Hamilton, Province of Ontario, Frank and Albert Ouellette, address unknown, es-qualité of heirs of Joséphine, Lapierre, defendants.

Notice is hereby given that in virtue of a judgment of the Superior Court sitting at Saint-Jérôme, in the district of Terrebonne, rendered the fifth day of October, one thousand nine hundred and forty-eight, in a case wherein Joseph Deguire, roaster, domiciled at l'Abord à Plouffe, is plaintiff, ordering the licitation of certain immovables described as follows, to wit:

1. a) A parcel of land situate in the parish of St-Adolphe, county of Argenteuil, forming part of the lot known and designated as number twenty-two (Pt. No. 22), in the second range of the township Howard, on the official plan and in the book of reference for the said township, in the county of Argenteuil, with a house, barn and other buildings thereon erected; the said parcel of land is bounded as follows: on the south by the national highway the same as on the east; on the north by lot No. 23 of the same range, and on the west by a part of lot No. 22 of the 3rd range of the same township; and

b) A parcel of land forming part of said lot number twenty-two (Pt. No. 22) in said second range of the township Howard, on the aforesaid official plan and book of reference; bounded in front on the north by the national highway; on the south by lake Barbotte, on the west by a stream joining lake Barbotte to lake Long, and on the east by a part of said lot No. 22 belonging to John Davies. Note that the length of this parcel of land from east to west and measured along the national highway is three hundred and ninety-three feet (393') more or less;

c) An emplacement forming part of lot number twenty-two (Pt. No. 22) of the said second range of the township Howard, and bounded as follows: on the west and southwest by the national highway; on the east by the division line between the first and second range of the township Howard, on the north by lot No. 23 of the second range of the township Howard and on the south by a part of lot No. 21A of the second range of the said township.

2. A certain emplacement known and designated as forming part of lot number twenty-two (Pt. No. 22) in the second range of the township Howard, on the official plan and in the book of reference aforesaid; measuring two hundred and ninety-three feet (293') in width, more or less, English measure; bounded on the north by the public road, on the south by lake Barbotte, on the west by another part of the same lot belonging to Dame Joséphine Lapierre and on the east by a large rocky cape.

The above described immovables will be sold

l'enchère et abjugés au plus offrant et dernier enchérisseur le 19 NOVEMBRE 1948, à DIX heures de l'avant-midi, au bureau du Protonotaire du District de Terrebonne, au Palais de Justice de Saint-Jérôme, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de ladite Cour; et que toute opposition à fin d'annuler, à fin de charge ou à fin de distraire à ladite licitation, devra être déposée aux greffe du protonotaire de ladite Cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et que toute opposition à fin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et, à défaut par les parties de déposer lesdites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

Saint-Jérôme, ce 6 octobre 1948.
23249-42-2-o LORENZO CAMIRAND.

by auction and adjudged to the highest and last bidder on the 19th of NOVEMBER, 1948, TEN o'clock of the forenoon, at the office of the Prothonotary for the District of Terrebonne, in the Court House of Saint Jérôme, subject to the charges, clauses and conditions indicated in the list of charges filed in the office of the prothonotary of the said Court; and any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation, must be filed in the office of the prothonotary of the said Court at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication, and any opposition for payment must be filed within six days following the adjudication; and, failing the parties to file the said oppositions within the delays hereby limited, they shall be foreclosed from so doing.

Saint Jérôme, this 6th day of October, 1948.
23249-42-2 LORENZO CAMIRAND.

Vente pour taxes

Province de Québec

VILLE DE MONTRÉAL-OUEST
COMTÉ D'HOCHELAGA

Avis public est par les présentes donné que les propriétés, ci-dessous décrites, situées dans la paroisse de Montréal, seront vendues à l'enchère publique au bureau de la Commission à l'Hôtel de Ville, Montréal-Ouest, MARDI le NEUVIEME jour de NOVEMBRE, 1948, à DIX heures de l'avant-midi pour les taxes et l'intérêt, non acquittés mentionnés dans l'état, en plus des frais qui ont été ou qui pourront être encourus, à moins que les dites taxes, intérêt et frais ne soient payés avant cette date.

Sale for Taxes

Province of Quebec

TOWN OF MONTREAL WEST
COUNTY OF HOCHELAGA

Public Notice is hereby given that the properties described hereunder, situate in the Parish of Montreal, will be sold by Public Auction in the office of the Commission in the Town Hall, Montreal West, on TUESDAY, the NINTH day of NOVEMBER, 1948, at TEN o'clock in the forenoon for unpaid taxes and interest mentioned in the statement, in addition to the costs which have been or may be incurred unless said taxes, interests and costs be sooner paid.

Nom Name	N° du Cadastre Cadastral Number	Taxes	Intérêt et frais Interest & Costs	Total
Ferguson, A. W.	138-719/722.	\$ 56.24	\$ 4.19	\$ 60.43
Fuller, Miss B. M.	140-656a. pt.	14.55	1.24	15.79
Fuller, Miss D.D.	140-656a. pt.	14.55	1.24	15.79
Fuller, Miss D. D.	140-653a.	16.27	1.24	17.51
Fuller, Miss E. S.	140-680.	29.07	2.21	31.28
Fuller, Miss E. S.	139-620/621.	200.83	15.52	216.35
Fuller, Miss E. S.	138-653/655.	42.85	3.31	46.06
Hadden, W. L.	138-732.	19.76	1.50	21.26
McFarlane, P.	140-258.	147.60	11.41	159.01
Petite Cote, Co., Ltd.				

Donné à Montréal-Ouest, ce douzième jour d'octobre 1948.

23258-42-2-o Le Secrétaire-trésorier,
CHAS. I. FRASER.

Given at Montreal West, this twelfth day of October, 1948.

23258-42-2-o CHAS. I. FRASER,
Secretary-Treasurer.

VENTES PAR SHERIFS

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

JOLIETTE

Cour Supérieure, Province de Québec
District de Joliette } JOSEPH HOULE, négo-
N° 8980 } ciant en gros de fruits et

SHERIFFS' SALES

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LAND and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

JOLIETTE

Superior Court, Province of Quebec
District of Joliette } JOSEPH HOULE, whole-
No. 8980 } sale fruit and vegetable

légumes de la cité et du district de Joliette, demandeur vs Frank Parish, de la paroisse de St-Patrice de Rawdon, district de Joliette, et y faisant affaires seul, comme tel, sous la raison sociale de Frank's General Store Reg'd.

a) Un lot de terre situé en la paroisse de St-Patrice de Rawdon, district de Joliette, connu et désigné comme étant le lot numéro onze-deux cent-dix-neuf (11-219) du rang XI, dans le canton Rawdon, borné au nord-ouest par le lot N° 11-220, vers le nord-est, par le chemin public, vers le sud-est, par le lot N° 11-218, vers le sud-ouest, par le lot N° 11-232, mesurant vingt-cinq pieds de largeur par une profondeur de cent cinquante-huit pieds dans la ligne sud-est, et cent cinquante-trois pieds dans la ligne nord-ouest, formant une superficie de trois mille huit cent quatre-vingt-sept (3887) pieds carrés, mesure anglaise; avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

b) Un lot de terre situé en la paroisse de St-Patrice de Rawdon, district de Joliette, connu et désigné comme étant le numéro onze-deux cent vingt (11-220) du rang XI, dans le canton Rawdon, borné au nord-ouest par le N° 11-221, vers le nord-est par le chemin public, vers le sud-est, par le lot N° 11-219, vers le sud-ouest, par le lot N° 11-223, mesurant vingt pieds de largeur par une profondeur de cent cinquante-trois pieds dans la ligne sud-est, et de quarante-huit pieds dans la ligne nord-ouest, formant une superficie de trois mille sept cent soixante-deux (3762) pieds carrés, mesure anglaise, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de St-Patrice de Rawdon, JEUDI le DIX-HUIT NOVEMBRE 1948, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
ROLAND PERRAULT.

Bureau du shérif,
Joliette, 11 octobre 1948.

23250-42-2-o

[Première insertion, 16 octobre 1948]

dealer, of the city and district of Joliette, plaintiff; vs Frank Parish, of the parish of St-Patrice de Rawdon, district of Joliette, and there carrying on business alone, as such, under the firm name of Frank's General Store Reg'd.

a) A lot of land situate in the parish of St-Patrice de Rawdon, district of Joliette, known and designated as lot number eleven-two hundred and nineteen (11-219) of range XI, in the township Rawdon, bounded on the northwest by lot No. 11-220, on the northeast, by the public road, on the southeast, by lot No. 11-218, on the southwest by lot No. 11-232, measuring twenty-five feet in width by a depth of one hundred and fifty-eight feet in the southeast line, and one hundred and fifty-three feet in the northwest line, forming a superficial area of three thousand eight hundred and eighty-seven square feet (3887), English measure, with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

b) A lot of land situate in the parish of St-Patrice de Rawdon, district of Joliette, known and designated as lot number eleven-two hundred and twenty (11-220) of range XI, in the township Rawdon, bounded on the northwest by lot No. 11-221, on the northeast by the public road, on the southeast by lot No. 11-219, on the southwest by lot No. 11-233, measuring twenty-feet in width by a depth of one hundred and fifty-three feet in the southeast line, and forty-eight feet in the northwest line, forming a superficial area of three thousand seven hundred and sixty-two square feet (3762), English measure with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold, at the church door of the parish of St-Patrice de Rawdon, on THURSDAY the EIGHTEENTH of NOVEMBER, 1948, at TEN o'clock in the forenoon.

ROLAND PERRAULT,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Joliette, October 11, 1948.

23250-42-2

[First insertion, October 16, 1948]

MONTREAL

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal à savoir: { KATHERINE OLES-
N° 262579 } CHUK, demanderesse,
vs NICHOLAS YAWORSKI, en sa qualité de
curateur à la personne et aux biens de JOSEPH
WALKIW, défendeur.

Ce certain emplacement au Parc Molson, en la cité de Montréal, ayant front sur la deuxième avenue, connu au plan de subdivision du lot numéro deux cent sept, aux plan et livre de renvoi officiels du village de Côte de la Visitation, sous le numéro cinq cent soixante-seize (207-576), contenant, en mesure anglaise et plus ou moins, vingt-cinq pieds de largeur par cent cinq pieds de profondeur; avec toutes les bâtisses dessus érigées portant le N° civique 6656 de ladite deuxième avenue.

Comme ladite propriété se trouve présentement, avec tous ses droits, membres et appartenances y appartenant.

Pour être vendu, à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-HUIT OCTOBRE prochain, à DIX heures du matin.

Un dépôt de \$150.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, suivant jugement de l'hon.

MONTREAL

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Superior Court — District of Montreal

Montreal, to wit: { KATHERINE OLES-
No. 262579 } CHUK, plaintiff; vs
NICHOLAS YAWORSKI, in his quality of
curator to the person and properties of JOSEPH
WALKIW, defendant.

That certain emplacement at Molson Park, in the city of Montreal, fronting on Second Avenue, known on the subdivision Plan of Lot Number two hundred and seven, on the Official plan and Book of Reference of the Village of Côte de la Visitation by the number five hundred and seventy-six, (207-576), containing in English measure and more or less, twenty-five feet in width by one hundred and five feet in depth; with all the buildings thereon erected bearing civic No. 6656 of said Second Avenue.

As the said property now subsists, with all its rights, members and appurtenances thereunto belonging.

To be sold, at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY-EIGHTH of OCTOBER next, at TEN o'clock of the forenoon.

A deposit of \$150 will be exacted from each and every bidder, pursuant to a judgment of the

juge A. J. Campbell, daté le 17 septembre 1948.

Hon. Justice A. J. Campbell, dated September 17, 1948.

Bureau du Shérif,
Montréal, 22 septembre 1948.
[Première insertion, 25 septembre 1948]

Le Shérif,
L.-P. CAISSE.
23116-29-2

Sheriff's Office,
Montreal, September 22, 1948.
[First insertion, September 25, 1948]

L.-P. CAISSE,
Sheriff.

RICHELIEU

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Cour Supérieure du district de Montréal
N° 263654. { RENE GRIGNON, médecin-chirurgien, des cité et district de Montréal, demandeur, vs PAUL EMILE JODOIN, de St-Amable, district de Richelieu, comté de Verchères, défendeur.

Comme appartenant au défendeur:

Un terrain situé en la paroisse de St-Amable, au rang "Les Trente", composé de: A. Une partie des lots nos trois cent soixante-dix-sept et trois cent quatre-vingt-un (pts 377 et 381) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Ste-Julie, bornée au sud-est au chemin de front du rang "Les Trente", au nord-ouest au résidu des dits lots nos 377 et 381 appartenant à Léon Prévost, d'un côté au sud-ouest à partie du lot no 376 appartenant à Xavier Dulpé et d'autre côté au nord-est au terrain ci-après décrit; B. Une partie du lot no trois cent quatre-vingt-deux (ptie 382) aux susdits plan et livre de renvoi officiels, bornée au sud-est au chemin de front du rang "Les Trente", au nord-ouest aux terres de Varennes, d'un côté au sud-ouest au terrain ci-dessus décrit et à partie du lot no 381 appartenant à Léon Prévost, et d'autre côté au nord-est au lot no 383 appartenant à Philias Beauchemin. Le dit terrain mesurant environ quarante-deux arpents et cinquante perches en superficie; avec bâtisses y érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de St-Amable, comté de Verchères, MERCREDI, le 17 NOVEMBRE, 1948, à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif,
Sorel, le 13 octobre 1948.
[Première insertion, le 16 octobre 1948]

Le Shérif,
R. PAQUIN.
23259-42-2-o

Sheriff's Office,
Sorel, October 13, 1948.
[First insertion, October 16, 1948]

R. PAQUIN,
Sheriff.

RICHELIEU

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Superior Court of the district of Montreal
No. 263654. { RENE GRIGNON, physician and surgeon, of the city and district of Montreal, plaintiff; vs PAUL EMILE JODOIN, of St-Amable, district of Richelieu, county of Verchères, defendant.

As belonging to the defendant

A lot of land situate in the parish of St-Amable, in the "Les Trente" range, composed of: A. A part of lots numbers three hundred and seventy-seven and three hundred and eighty-one (Pts 377 and 381) on the official plan and in the book of reference for the parish of Ste-Julie, bounded on the southeast by the front road of "Les Trente" range, on the northwest by the residue of said lots Nos 377 and 381 belonging to Léon Prévost, on one side to the southwest by a part of lot No. 376 belonging to Xavier Dulpé and on the other side to the northeast by the lot of land hereinafter described; B) A part of lot number three hundred and eighty-two (Pt. 382) on the aforesaid official plan and book of reference, bounded on the southeast by the front road of "Les Trente" range, on the northwest by the lands of Varennes, on one side to the southwest by the land above described and by a part of lot No. 381 belonging to Léon Provost, and on the other side to the northeast by lot No. 383 belonging to Philias Beauchemin. The said lot of land measuring about forty-two arpents and fifty perches in superficial area — with buildings thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of St-Amable, county of Verchères, on WEDNESDAY, the SEVENTEENTH day of NOVEMBER, 1948, at TWO o'clock in the afternoon.

Index de la Gazette officielle de Québec, N° 42

Index of the Quebec Official Gazette, No. 42

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS:

Beaudoin vs Laverigne.	2684
Gohier vs Ruffo.	2684
Guimond vs Guay.	2684
Lessard vs Pouliot.	2684

AVIS AUX INTÉRESSÉS:

2667

AVIS DIVERS:

Anmir Slipper & Moccasin Company (Directeurs).	2685
Big Island Community (Foundation). ..	2685
La Machinerie Idéale Cie Ltée (Directeurs).	2685
L'Association Canadienne de Liturgie (Règlements).	2686
Le Syndicat de l'U.C.C. de Rivière Eva (Formation).	2686

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:

Beaudoin vs Laverigne.	2684
Gohier vs Ruffo.	2684
Guimond vs Guay.	2684
Lessard vs Pouliot.	2684

NOTICE TO INTERESTED PARTIES:

2667

MISCELLANEOUS NOTICES:

Anmir Slipper & Moccasin Company (Directors).	2685
Big Island Community (Foundation). ..	2685
La Machinerie Idéale Cie Ltée (Directors).	2685
L'Association Canadienne de Liturgie (By-laws).	2686
Le Syndicat de l'U.C.C. de Rivière Eva (Formation).	2686

Syndicat Catholique des Employés du Commerce de Rimouski, Inc. (Nom changé).....	2685
The Garth Company (Directeurs).....	2686

Syndicat Catholique des Employés du Commerce de Rimouski, Inc. (Name changed).....	2685
The Garth Company (Directors).....	2686

CHARTES — ABANDON DE:

Business Educations Inc.	2687
Canada Corset Steel & Wire Company Ltd.	2687
Humphries Limited	2686
Quebec Paper Box Company Ltd.	2687

CHARTERS — SURRENDER OF:

Business Educations Inc.	2687
Canada Corset Steel & Wire Company Ltd.	2687
Humphries Limited	2686
Quebec Paper Box Company Ltd.	2687

DÉPARTEMENTS — AVIS DES:

AGRICULTURE:

Couvoir Coopératif de St-Guillaume..	2687
--------------------------------------	------

AGRICULTURE:

Couvoir Coopératif de St-Guillaume..	2687
--------------------------------------	------

INSTRUCTION PUBLIQUE:

St-Tharcisius-Ouest, munic. scolaire de	2688
---	------

EDUCATION:

St-Tharcisius-Ouest, school munic. of	2688
---------------------------------------	------

TERRES ET FORÊTS:

Jonquière, canton de	2688
----------------------------	------

LANDS AND FORESTS:

Jonquière, township of	2688
------------------------------	------

TRAVAIL:

Industrie de la fabrication des produits de métal en feuilles dans l'île de Montréal (Modification).....	2688
Industrie et métiers de la construction dans la région de Montréal (Modification)	2689

LABOUR:

Sheet metal fabricating industry in the Island of Montreal (Amendment)...	2688
Construction industry and trades in the district of Montreal (Amendment)	2689

TRÉSOR:

Assurances:

Indiana Lumbers Mutual Insurance Company	2690
--	------

TREASURY:

Insurance:

Indiana Lumbers Mutual Insurance Company	2690
--	------

ERRATUM:

Comité paritaire des vérificateurs et tonneliers du Port de Montréal, navigation océanique.....	2678
---	------

ERRATUM:

Joint Shipping and Checkers' and Coopers' Committee, Harbour of Montreal, Ocean Navigation	2678
--	------

EXAMEN DU BARREAU:

Québec: étude du droit	2690
------------------------------	------

BAR EXAMINATION:

Quebec: study of law.	2690
----------------------------	------

LETTRES PATENTES:

Abbott Paint Company Ltd.	2668
Ant. Morel & Fils Ltée.	2669
Arrow Trading Co. Ltd.	2669
Cosy Restaurant Limited.....	2669
Gatineau Holdings Limited	2670
Glickman Dress Company Limited. ...	2670
Harvida Realty Co. Inc.	2671
Independent Lithuania Publishing Company.....	2671
La Compagnie de Publication "La Verita" Ltée	2671
L'Organisation des Terrains de Jeux de St-Raymond.	2672
M. A. Knitting Mills Limited	2672
Medico-Surgical Clinic Inc.— (Clinique Médicale Chirurgicale Inc.)	2673
Mildon & Morris Inc.	2673
Mongeau Hébert et Smith Cie Ltée. ...	2673
Morgan Silver Cross Mines Limited ..	2674
Mutual Trading Co. Ltd.	2674
Original Knish Bakery Ltd.	2675
Realities Securities Inc.	2675
Simon Realities Inc.	2675
S. Steinberg Inc.	2676

LETTERS PATENT:

Abbott Paint Company Ltd.	2668
Ant. Morel & Fils Ltée.	2669
Arrow Trading Co. Ltd.	2669
Cosy Restaurant Limited.....	2669
Gatineau Holdings Limited	2670
Glickman Dress Company Limited. ...	2670
Harvida Realty Co. Inc.	2671
Independent Lithuania Publishing Company.....	2671
La Compagnie de Publication "La Verita" Ltée.	2671
L'Organisation des Terrains de Jeux de St-Raymond.	2672
M. A. Knitting Mills Limited	2672
Medico-Surgical Clinic Inc.— (Clinique Médicale Chirurgicale Inc.)	2673
Mildon & Morris Inc.	2673
Mongeau Hébert et Smith Cie Ltée. ...	2673
Morgan Silver Cross Mines Limited ..	2674
Mutual Trading Co. Ltd.	2674
Original Knish Bakery Ltd.	2675
Realities Securities Inc.	2675
Simon Realities Inc.	2675
S. Steinberg Inc.	2676

Standard Agencies Co.....	2676	Standard Agencies Co.....	2676
St. James Insurance Agencies Ltd.....	2677	St. James Insurance Agencies Ltd.....	2677
Taras Trading Co. Limited.....	2677	Taras Trading Co. Limited.....	2677
Timber Products Limited.....	2677	Timber Products Limited.....	2677
United Embroiderers Inc.....	2678	United Embroiderers Inc.....	2678
Vested Realities Inc.....	2678	Vested Realities Inc.....	2678
LIQUIDATION, AVIS DE:		WINDING UP NOTICE:	
La Madeleine	2690	La Madeleine	2690
NOMINATIONS:		APPOINTMENTS:	
Diverses.	2690	Miscellaneous	2690
SIÈGES SOCIAUX:		HEAD OFFICES:	
Combustion Inc.....	2692	Combustion Inc.....	2692
Paul Guimond Limited.....	2691	Paul Guimond Limited.....	2691
Roy Assurance Inc.....	2691	Roy Assurance Inc.....	2691
SOUMISSIONS:		TENDERS:	
Dorval, ville de.....	2693	Dorval, town of	2693
Lac Carré, village de.....	2695	Lac Carré, village of	2695
La Malbaie, village de.....	2694	La Malbaie, village of.....	2694
LaSarre, commission scolaire du village de	2696	LaSarre, School Commission of the village of	2696
Richmond, ville de.....	2695	Richmond, town of.....	2695
Trois-Rivières, cité de.....	2692	Trois-Rivières, city of	2692
VENTES PAR LICITATION:		SALES BY LICITATION:	
Antigna <i>et al</i> vs Gauthier	2697	Antigna <i>et al</i> vs Gauthier	2697
Deguire vs Lapierre <i>et al</i>	2699	Deguire vs Lapierre <i>et al</i>	2699
VENTES POUR TAXES:		SALES FOR TAXES:	
Montréal, cité de	2679	Montreal, city of	2679
Montréal-Ouest, ville de.....	2700	Montreal-West, town of	2700
VENTES PAR SHÉRIFS:		SHERIFFS' SALES:	
JOLIETTE:		JOLIETTE:	
Houle vs Parish	2700	Houle vs Parish	2700
MONTREAL:		MONTREAL:	
Oleschuk vs Yaworski	2701	Oleschuk vs Yaworski	2701
RICHELIEU:		RICHELIEU:	
Grignon vs Jodoin	2702	Grignon vs Jodoin	2702
23269-o		23269-o	